ISSN 0024-7650

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 184 - 1er mars 1991 - prix : 8 F

AFP

Bush, Mitterrand... gendarmes du monde

LA GUERRE POUR L'EXEMPLE DE L'IMPERIALISME

AFP

AFP

M 6189 - 1184 - 8,00 F

Bush, Mitterrand... gendarmes du monde

LA GUERRE POUR L'EXEMPLE DE L'IMPÉRIALISME

Depuis que l'offensive terrestre est commencée, il est chaque jour plus évident que l'intention des dirigeants des USA n'est pas seulement de reconquérir le Koweït, mais de renverser le régime politique irakien, même s'il faut pour cela envahir la moitié ou la totalité de l'Irak.

Au moment même où l'offensive terrestre a été déclenchée, offensive qui risquait d'être la plus coûteuse en hommes pour les troupes américaines, la guerre sur terre n'était déjà plus nécessaire car Saddam Hussein avait accepté, sans plus mettre aucune condition, de retirer ses troupes.

Mais pour l'impérialisme américain et ses satellites, la reconquête du Koweït n'était plus alors suffisante. Il fallait, et c'est ce que Bush s'emploie à faire aujourd'hui, faire une démonstration de force. Il fallait et il lui faut faire payer le plus cher possible à Saddam Hussein l'incartade qu'il s'est permise en remettant en question les frontières d'un Etat protégé des USA.

Quand Saddam Hussein s'en est pris à l'Iran, aucune grande puissance ne lui a rien dit. Mais avec le Koweït il s'est trompé de côté et les gouvernements qui avaient jusque-là très bien toléré la dictature qu'il faisait subir à son peuple ont découvert qu'il devait être mis au ban des nations.

Les USA veulent aujourd'hui démontrer qu'ils sont les maîtres, que personne, aucun Etat, aucune classe, aucun peuple, ne doit toucher à l'ordre établi quand ils l'ont interdit, et qu'ils sont capables de faire payer d'autant plus cher toute résistance qu'elle aura été plus entêtée.

Pour avoir tenu tête depuis des mois, l'Irak doit payer non seulement par les ruines sans nombre sous les centaines de milliers de tonnes de bombes déversées depuis un mois, par la destruction de tout ou partie de son armée, mais Saddam Hussein doit le payer aussi. L'Irak et Saddam Hussein ne doivent pas seulement renoncer au Koweït, ils doivent être défaits, écrasés, à genoux.

La démonstration n'est pas seulement pour l'Irak. Elle est pour les pays et les peuples du Moyen-Orient, du monde arabe et finalement du monde entier. Elle est pour nous aussi, travailleurs occidentaux, c'est-à-dire des pays impérialistes.

Les Etats-Unis ont cependant hésité longtemps avant de se risquer à intervenir. Pendant des mois ils ont testé, pas à pas, les possibles réactions du monde arabe, et en particulier des peuples des gouvernements arabes qui soutenaient la coalition. Ils ont testé l'opinion publique d'Europe et surtout leur propre opinion publique, en amenant progressivement des troupes et en ne prenant un ton de plus en plus menaçant qu'au fur et à mesure que l'absence de réaction le leur permettait.

Tout au début, ils n'ont même pas dit qu'ils intervenaient pour reconquérir le Koweït, ils ont dit prudemment qu'ils envoyaient des troupes en Arabie Saoudite pour empêcher Saddam Hussein d'y entrer, ce qu'il n'a jamais dit qu'il ferait. Ils n'ont pas alors employé d'ultimatum.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Quand ils se sont décidés à envoyer un tel ultimatum, ils l'ont fixé des mois à l'avance et, de plus, à la fin de cet ultimatum ils n'ont mené qu'une guerre de loin par des bombardements aériens. Bien sûr, ces bombardements avaient un intérêt militaire, avant d'engager des troupes au sol. Mais ils avaient aussi celui de vérifier comment les diverses opinions publiques réagissaient au déclenchement des hostilités.

Or, durant ces six mois et demi que la crise a duré avant que l'offensive terrestre se déclenche, il faut bien dire que, nulle part, les peuples n'ont su, n'ont voulu ou n'ont pu s'opposer aux préparatifs de guerre, et Bush a pu se sentir les mains de plus en plus libres.

Aujourd'hui, surtout si l'effondrement de l'armée irakienne continue, les USA sont en voie de remporter une victoire militaire, mais surtout morale, vis-à-vis de tous les peuples.

Bien sûr, Saddam Hussein est un dictateur qui n'a sans doute même pas le soutien de son peuple car ce dernier subit sa dictature depuis dix ans. Mais le régime que les USA vont mettre à la place n'aura sûrement rien à envier pour le peuple irakien à celui de Saddam Hussein. Et exactement comme après la défaite de Nasser lorsqu'il avait voulu nationaliser le canal de Suez, cette défaite du dirigeant d'un petit peuple arabe qui avait voulu remettre en question l'ordre impérialiste et qui l'a payé cher, va peser sur tous les peuples opprimés du Tiers Monde, qu'ils soient arabes ou pas.

Mais cette victoire des impérialistes risque aussi de peser sur les travailleurs d'Amérique, de France, d'Angleterre, d'Allemagne et de bien d'autres pays.

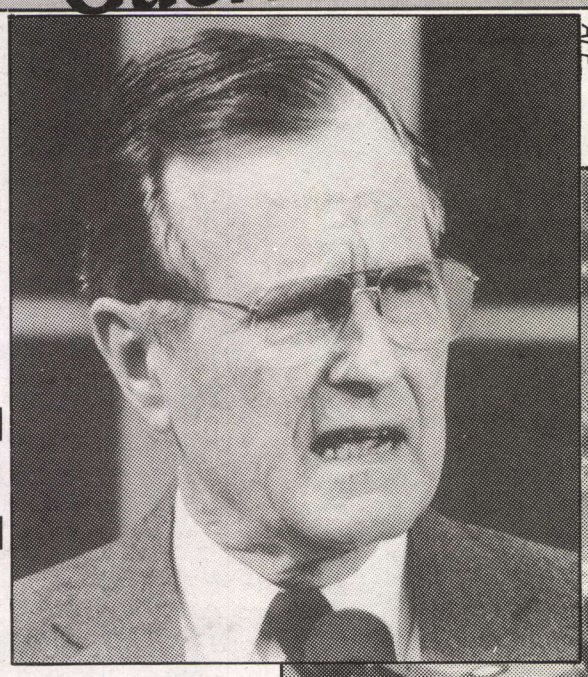
Partout les dirigeants des grandes puissances vont se sentir renforcés de leur victoire et ils ne se priveront pas de faire payer à leur propre peuple, non seulement le coût de la guerre, mais aussi le poids de leur puissance morale renforcée.

Nous le paierons aussi, si nous nous laissons faire, par la baisse de notre niveau de vie. Un peu partout, il est question d'impôts supplémentaires pour financer la guerre, même en Allemagne ou au Japon, pays impérialistes qui n'ont pas là-bas de combattants mais qui doivent payer aussi.

Enfin et surtout, nous risquons de la payer par l'arrogance nouvelle des puissants de ce monde, des grands trusts, nos patrons directs ou indirects.

C'est pour assurer l'ordre qui leur permet d'exploiter le monde, que Bush, Mitterrand et Major mènent la guerre. Et chaque fois que ces puissants peuvent écraser quelque part ceux qu'ils oppriment ou qu'ils exploitent, c'est un coup contre tous les opprimés et exploités du monde.

L'ONU ET LA GUERRE



AFP

L'ONU aux ordres de l'impérialisme américain.

AFP

Depuis le mois d'août, l'ONU a vraiment beaucoup travaillé : elle a pondu pas moins de douze résolutions, tenu un nombre incalculable de réunions formelles, informelles, à cinq, à quinze, en séance pleinière, à huis clos ou en public. Son secrétaire général, Perez de Cuellar, a beaucoup voyagé, consulté, prié, pleuré.

C'est au nom de l'ONU que l'invasion du Koweït a été condamnée, c'est à l'ONU que fut formulée l'exigence du retrait inconditionnel des troupes irakiennes du Koweït (résolution 660). C'est à l'ONU qu'a été décrété l'embargo économique, puis l'utilisation de la force pour faire respecter l'embargo. C'est sous couvert de l'ONU et pour le respect du droit international dont l'ONU fut promue la vigilante gardienne, que s'est réalisée et maintenue une coalition, alliant plus de 28 nations. Ce ne sont pas les soldats de l'ONU qui se battent dans le Golfe, mais c'est sous son égide, sa caution morale, sans cesse renouvelée, que les armées occidentales ont déclenché la «Tempête du désert».

Et puis voilà qu'au moment où le Conseil de Sécurité de l'ONU discutait encore sur les moyens de parvenir à un règlement pacifique suite à l'acceptation de Saddam Hussein du 2e ou 3e plan de paix soviétique, voilà que le président des USA annonçait à la presse qu'il avait donné l'ordre aux forces armées d'expulser les armées irakiennes hors du Koweït.

Il paraît que le Conseil de Sécurité a eu un peu de mal à encaisser la nouvelle.

A vrai dire, les membres du Conseil de Sécurité, enfin certains membres, car les représentants des USA et des coalisés occidentaux savaient à quoi s'en tenir, étaient peut-être les seuls à croire encore à l'efficacité de leurs discours et de leurs efforts.

Tout au long de cette crise, l'ONU a suivi l'impérialisme US, elle ne l'a jamais précédé. Elle a servi de paravent, de couverture, de pseudo-lieu neutre où ont pu se nouer des alliances sans principe, s'opérer des revirements – la Chine a su se faire pardonner le massacre de la place Tien An Men –, être confessés des aveux d'impuissance – c'est paraît-il avec «*douleur et amertume*» que Cuba a voté la résolution 660 ! – et se jouer tout un cinéma «démocratique» autour de notions aussi hypocrites que le «droit international» pour justifier la loi du plus fort.

En fin de compte, Bush n'a même pas pensé à ménager la susceptibilité de l'ONU. Il l'a traitée comme un patron traite son domestique. Avec indifférence et condescendance.

Cela n'empêche pas aujourd'hui le même Bush d'aller rechercher, dans l'arsenal des résolutions de l'ONU, celle qui lui permettra encore de refuser le cessez-le-feu accepté par l'Irak. Et il trouvera des gens, des Etats, pour l'approuver.

Inutile l'ONU ? Non ; quand elle cesse de bavarder en rond, elle sert en période de crise à justifier les prétentions de son maître : l'impérialisme américain, et à couvrir au nom de la morale et du droit universel la domination et les droits du plus fort et du plus riche.

Elle est quasiment née avec Hiroshima et le triomphe des Alliés dans la Deuxième Guerre impérialiste mondiale, elle en porte toujours la marque.

Colette BERNARD

Budget militaire :
LE COÛT DE CETTE GUERRE... ET CELUI DES PROCHAINES

La guerre du Golfe va évidemment servir d'argument à tous les hommes politiques dont la fonction est de procurer des commandes étatiques aux trusts de l'armement. Aux Etats-Unis, bien sûr, où Bush s'est, dans ses discours, servi des succès des missiles anti-missiles Patriot contre les Scud irakiens pour justifier le programme de «guerre des étoiles». Mais en France aussi, tous les politiciens, porte-parole des Dassault et des Thomson, piaffent déjà d'impatience.

Pensez-donc : l'armée française, dans ces combats, aurait été mal équipée, pourvue de matériels dépassés. A remplacer d'urgence. La dissuasion nucléaire qui a coûté si cher ? Entièrement à revoir, puisque l'ennemi potentiel n'est plus l'URSS mais des régimes du Tiers Monde. Bref, un pactole en vue pour tous ces fabricants d'armes.

Nos gouvernants nous parlent du coût de cette guerre, en en minimisant pour l'instant la facture. Ils se réservent pour la suite : les augmentations du budget militaire qu'ils vont tenter de nous faire avaler.

Pierre VERNANT

AFP

Le matériel ça se démode si vite !

LES SOCIALISTES FRANÇAIS PLUS ROYALISTES QUE LES CONSERVATEURS ANGLAIS

La France n'est en guerre avec personne, répètent à qui mieux mieux Mitterrand et ses ministres. Avec personne ? La censure, en tout cas, s'en donne à cœur joie contre ceux considérés comme des ennemis. Plusieurs journaux arabes pro-irakiens sont ainsi interdits à la vente en France. Parmi eux, *Al Destour,* publié en Jordanie, et le quotidien *Al Arab,* publié... à Londres ! Le gouvernement socialiste n'a pas peur du ridicule qui, même en temps de guerre, ne tue pas.

Et puis, tout soldat pourra vous dire que *Lutte Ouvrière*, en compagnie de *Rouge*, d'*Informations ouvrières* et de journaux anarchistes figurent sur la liste des titres dont la lecture est interdite dans les enceintes militaires...

LA GUERRE POUR LES CONTRATS

C'est la guerre entre le gouvernement britannique et celui des Etats-Unis. Enfin presque ! Motif : les alliés, s'ils sont d'accord pour faire la guerre à l'Irak et défendre les riches émirs du Koweït, ne le sont plus pour décider qui va reconstruire la région, une fois celle-ci bien dévastée. Ou plutôt le gouvernement américain n'avait aucun doute sur le fait que ce seraient les entreprises américaines qui s'attribueraient la part du lion, y compris celle du lion britannique.

Avant même que la guerre aérienne ne soit déclenchée, des contrats avaient été signés entre le gouvernement koweïtien en exil et des fournisseurs américains. Le 11 février, on en était, d'après le *Wall Street Journal,* à 171.

Du coup, le ministère britannique du Commerce et de l'Industrie, ulcéré, a déclaré qu'il allait déposer une plainte auprès des Etats-Unis sur la façon dont les autorités américaines gèrent les contrats de reconstruction d'urgence du Koweït après la guerre. Les rois anglais du béton se plaignent d'avoir été écartés. Ils ont été informés un lundi de la date limite de dépôt des candidatures, le surlendemain à midi !

On ne sait pas si les capitalistes anglais vont adresser un ultimatum à Bush ou demander l'intervention de l'ONU... Quant aux Français ils rament bien loin derrière, pour l'instant. En tout cas tous ces profiteurs de guerre ne sont pas gênés d'apparaître pour ce qu'ils sont : des charognards.

UNE GUERRE QU'ON N'A PAS FINI DE PAYER

AFP

L'émir du Koweït vient d'annoncer que, sur les finances de son pays, il va donner un milliard de dollars, soit cinq milliards de francs, au gouvernement français pour l'aider à payer les frais de la guerre. Que l'on n'aille surtout pas s'imaginer que cela va pour autant diminuer la facture que le gouvernement français nous a déjà annoncée.

Au contraire, Rocard s'est empressé de déclarer que les cinq milliards en question étaient déjà prévus lorsqu'il avait annoncé, le 11 février dernier, sa décision de ponctionner de 12 milliards les budgets des différents ministères pour payer la guerre. Pourtant la facture que le gouvernement nous avait alors avouée était bien de 12 milliards : 6 milliards de francs pour la guerre proprement dite, plus 6 milliards pour indemniser les malheureux industriels français dont les ventes à l'Irak n'avaient pas fini d'être payées, et vont donc l'être par les contribuables. Voilà soudain la même facture portée à 17 milliards.

Le coût exact de cette guerre, on ne nous l'avoue pas encore, on ne nous l'avouera probablement jamais entièrement. Mais, contribution des finances koweïtiennes ou pas aux dépenses françaises, on nous le fera payer sans doute bien plus encore qu'on ne nous le dit aujourd'hui.

Et il en est de même bien entendu dans les autres pays belligérants. Les Etats-Unis ont eu beau mettre à contribution pour leurs propres frais militaires à eux les finances de l'Arabie saoudite, de l'Allemagne, du Japon, des autorités du Koweït, pour plus de 50 milliards de dollars (250 milliards de francs), et annoncer qu'il ne leur restera plus à leurs frais que 15 milliards de dollars (75 milliards de francs), c'est évidemment incomparablement plus que les contribuables américains auront à débourser. En effet, l'estimation des frais de guerre américains donnée officiellement pour l'instant, entre 58 à 77 milliards de dollars, ne couvre que les dépenses à caractère militaire avoué, et pour la période s'étalant du 2 août à la fin mars. Or on voit que dans le budget français les dépenses strictement militaires ne comptent que pour la moitié des frais annoncés. D'autre part, ces dépenses militaires ne s'arrêteront pas à la fin mars, même si la guerre est alors terminée ; ne serait-ce que parce que les troupes ne seront pas rapatriées si vite que cela, et que les USA envisageront probablement de laisser des troupes pour un temps plus ou moins long, voire d'implanter des bases militaires.

Cette guerre du Golfe, avec ses fusées, ses bombes guidées au rayon laser, et tous ces équipements hautement sophistiqués est, commence-t-on à nous avouer aujourd'hui, la guerre la plus chère que le monde ait connue tout au moins proportionnellement à sa durée. Pour les Etats-Unis le coût de la guerre du Golfe est actuellement estimé à 15 milliards de dollars par mois, alors que le coût de la Seconde Guerre mondiale était pour eux de 6,5 milliards de dollars, celui de la guerre de Corée de 1,5 milliard et celui de la guerre du Vietnam de 1,1 milliard.

Pour l'ensemble des alliés des USA le coût de la guerre proprement dite, c'est-à-dire uniquement des opérations militaires, est déjà estimé à 113 milliards de dollars, soit près de 600 milliards de francs. Cette facture de guerre, estimée pour les seuls huits mois d'août à mars, représente une fois et demie le Produit Intérieur Brut annuel d'un pays comme l'Algérie, qui n'est pas l'un des plus pauvres, ou le tiers de celui de l'Espagne. Et cela représente l'équivalent du programme d'aide alimentaire des pays riches au Tiers Monde pendant deux siècles !

Le monde capitaliste est en crise. On nous prêche depuis des années les sacrifices, les économies. On nous habitue au chômage comme à une fatalité. La famine en Afrique, le choléra en Amérique latine, seraient des maux inévitables que le monde n'aurait pas les moyens d'enrayer.

Mais pour hérisser en quelques mois un désert de milliers de tonnes d'acier, le couvrir de tonnes d'appareillages électroniques, détruire allègrement les routes, les ponts, les installations industrielles et pétrolières d'une région, le monde ne manque pas de moyens matériels.

Quant aux moyens financiers, on n'a pas mis longtemps non plus pour les trouver. Quitte à mettre à contribution, sous la houlette des USA, les budgets de tous les grands Etats, de l'Arabie saoudite et des autorité koweïtiennes. Quitte à faire momentanément la guerre à crédit.

Après quoi, aux USA, en France, en Allemagne, en Angleterre, on fera payer le contribuable, non seulement pour les frais de la guerre elle-même, mais aussi pour rééquiper les armées du matériel neuf dont la guerre du Golfe aura permis aux généraux de tester les performances.

Olivier BELIN

DICTATURE DE DROIT DIVIN

Amnesty International ainsi qu'une association de journalistes se sont émus du sort d'un journaliste saoudien qui a été emprisonné dans son pays le 6 novembre 1990, qui est, semble-t-il, toujours détenu, et dont on craint qu'il ait été torturé.

Salih Al Azzaz est l'époux d'une des 47 femmes de la bonne société saoudienne qui avaient manifesté ce jour-là en conduisant elles-mêmes leur voiture. C'est aussi le rédacteur du journal de la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Arabie saoudite (pas une feuille gauchiste donc !) et il avait filmé la manifestation en question.

Les autorités saoudiennes l'ont donc jeté en prison et, apparemment, il y est toujours, sans avoir d'ailleurs été inculpé. Et quel délit aurait-il commis au juste ? Même la manifestation des femmes, dans les conditions où elle a eu lieu, n'était pas interdite par la loi, mais seulement par la tradition religieuse.

La "démocratie", c'est où dites ?

UNE DICTATURE CHASSE L'AUTRE

Selon un officiel koweïtien, la famille Al Sabah, qui s'apprête à récupérer son trône, envisage d'instaurer la loi martiale dans l'émirat pour plusieurs mois. Les opposants craignent que ce soit un moyen de renouer avec la dictature car, avant la guerre, le parlement koweïtien était suspendu.

Saddam Hussein est certes un dictateur, mais comme démocrate, l'émir du Koweït a l'air gratiné.

L'URSS ET LA GUERRE DU GOLFE

LES INITIATIVES DIPLOMATIQUES DE GORBATCHEV

Jusqu'au début de l'offensive des troupes alliées au Koweït et en Irak, l'URSS a continué à proposer sa médiation et son "plan de paix", en fait des versions successives du plan de paix que Gorbatchev avait proposé à l'Irak à partir du 18 février.

En ce qui concerne le premier plan en "huit points", on ne sait toujours pas s'il avait été ou non accepté par Saddam Hussein. Mais ce qu'on sait, c'est que de toute façon Bush, lui, n'avait nulle intention d'accepter ce plan qui prévoyait la tenue d'une conférence internationale sur le Moyen-Orient où aurait été évoquée la question des territoires occupés.

AFP

Tarek Aziz, Gorbatchev et le ministre soviétique des affaires étrangères Bessmertnykh.

Dans le deuxième plan proposé par l'URSS, l'Irak acceptait de retirer immédiatement et sans conditions ses troupes du Koweït, et il n'était plus question de lier ce départ au règlement des autres problèmes du Moyen-Orient.

Seulement, les Etats-Unis mettaient de plus en plus de conditions. Il fallait que Saddam Hussein se dise prêt à satisfaire à toutes les résolutions de l'ONU votées à son encontre, il fallait aussi la "preuve" que ses troupes quittaient le Koweït avant d'envisager un cessez-le-feu. Les Etats-Unis prétendaient aussi qu'il était hors de question de laisser trois semaines aux troupes irakiennes pour se retirer, ce que prévoyait le plan soviétique. Les journalistes et les stratèges militaires nous ont longuement expliqué que c'était un point très important, qu'en trois semaines l'Irak aurait le temps de rembarquer toutes ses armes, etc.

Ce qu'il en est exactement de la véracité de cet argument, nous le saurons sans doute plus tard. Mais de toute façon l'offensive était prête, et elle a eu lieu.

Les initiatives de l'URSS peuvent apparaître comme des échecs si Gorbatchev et la diplomatie soviétique visaient vraiment à éviter l'offensive.

Seulement, leurs véritables buts étaient sans doute plus limités, et plus intéressés. Il s'agissait de montrer, sur le plan international, que l'URSS était quand même un peu indépendante des Etats-Unis et de l'ONU, et de regagner un peu de prestige et de crédit auprès des peuples arabes et de l'ensemble des pays du Tiers Monde.

Et Gorbatchev, qui en URSS même voit son autorité de plus en plus contestée, aurait bien besoin des retombées que pourrait lui procurer, sur le plan intérieur, un crédit international accru.

Sans compter que ce geste vis-à-vis des pays arabes s'adressait en même temps aux populations musulmanes d'Union Soviétique - qui comptent pour un tiers de la population de l'URSS et sont concentrées dans les Républiques les plus pauvres...

Sur ce plan-là, ses "initiatives" vis-à-vis de l'Irak, auront sans doute quelques retombées positives, Gorbatchev peut en tout cas l'espérer.

L'URSS d'ailleurs continue à se démarquer verbalement de l'offensive alliée. L'Agence Tass, l'agence de presse gouvernementale soviétique, à qualifié, dans son commentaire diffusé dimanche 23 février, au soir de l'offensive terrestre, l'ultimatum des alliés de *"pure excuse"* pour *"camoufler un désir des militaires américains d'achever les forces irakiennes ou de les obliger à se rendre avec toutes leurs armes, à la merci des soldats américains victorieux (...) de détruire totalement le potentiel militaro-industriel de l'Irak, ainsi que ses structures d'Etat, afin d'assurer une position privilégiée aux Etats-Unis et à ses alliés dans les arrangements d'après-guerre"*.

Ce genre de déclaration fait écho à celles qui viennent des pays arabes, notamment de Tunisie, où le gouvernement exprime son *"extrême réprobation"* contre l'offensive, d'Algérie, où le ministère des Affaires étrangères a *"condamné avec force"* l'offensive alliée, ou même d'Egypte, un pays pourtant partie prenante de la coalition anti-irakienne, dont le président a éprouvé le besoin de déclarer que *"les troupes égyptiennes n'entreront pas en Irak"*.

Seulement, cela, c'est de la diplomatie... et de l'hypocrisie... Ça l'est de la part des gouvernements des pays arabes, qui se sont rangés dans le camp des Etats-Unis et qui savaient que la guerre pouvait aller bien plus loin que l'objectif de la "libération du Koweït". Mais ça l'est aussi de la part de l'URSS, qui s'est alignée sur les Etats-Unis, dès le début de l'opération "Bouclier du désert" et jusqu'à l'offensive.

L'URSS, qui siège au Conseil de sécurité de l'ONU, n'y a même pas symboliquement élevé la voix ou claqué la porte pour manifester son opposition à l'offensive. Elle n'a même pas condamné celle-ci : à l'usage des Etats-Unis et des alliés, c'est un autre langage que celui de l'agence Tass qui a été employé. Il a été seulement question de "regret" que *"les Etats-Unis aient laissé passer la chance réelle d'une issue pacifique"*, même pas de "condamnation" ! Et si, lorsque les Etats-Unis ont annoncé leur intention de poursuivre la guerre malgré l'évacuation du Koweït par l'Irak, les dirigeants soviétiques se sont prononcés pour le cessez-le-feu, ils n'ont pas été jusqu'à le proposer au Conseil de sécurité.

Alors, la guerre risque de continuer, tant que les dirigeants américains en auront décidé ainsi. L'URSS, elle, aura simplement fait le minimum symbolique nécessaire pour se démarquer.

Sylvie FRIEDMAN

La guerre va-t-elle permettre aux patrons koweïtiens de "dégraisser" leurs entreprises ?

AFP

Dans Koweït City, avant la guerre. Une main-d'œuvre exploitée hier, réfugiée aujourd'hui et peut-être expulsée demain...

On voit déjà comment les émirs et financiers koweïtiens envisagent de se rattraper de leurs pertes financières dues à la guerre, dans cette déclaration du directeur du bureau d'investissement du KIO (l'organisme qui gère les investissements dans les divers trusts mondiaux des pétrodollars koweïtiens) : "Avant l'invasion, la population du Koweït comportait deux millions d'habitants. Mais avons-nous besoin de deux millions d'habitants ? D'autant que les Koweïtiens ne formaient que 28% de la population. Nous avions alors beaucoup de chômage technique. Si nous revenons à une population d'un million et demi ou un million et quart, cela coûtera moins".

Il suffira seulement de faire travailler les immigrés deux fois plus.

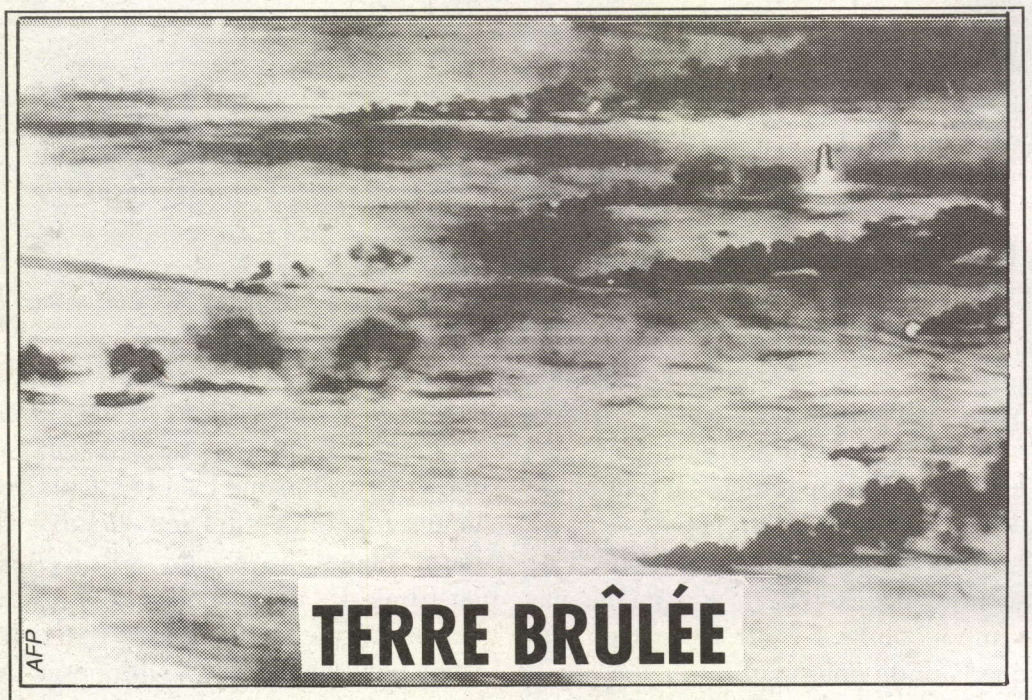
Guerre du Golfe

DU NAPALM TRES "CONVENTIONNEL"

Après les bombes à effet de souffle, qui brûlent et asphyxient tout ce qui vit à un kilomètre à la ronde, les troupes américaines ont utilisé les bombes au napalm sur les troupes irakiennes.

C'est Saddam Hussein qui était dénoncé, par les moyens d'information des pays occidentaux, comme le "sauvage" capable y compris d'utiliser les armes chimiques.

Les dirigeants de la coalition occidentale viennent de montrer qu'en matière de sauvagerie, Saddam Hussein peut encore prendre des leçons auprès d'eux.



AFP

TERRE BRÛLÉE

Selon les Occidentaux, les Irakiens ont mis le feu à de nombreux puits de pétrole du Koweït. C'est très probable. Mais les bombardements occidentaux n'y seraient-ils pour rien ? Ce pays est une "éponge à pétrole" et il a reçu des dizaines de milliers de raids aériens, dont les fameux B52 et leurs "tapis de bombes". Des pilotes décrivaient le pays, il y a plusieurs jours, comme étant *"en flammes et défoncé"*. Seulement il est plus commode d'accuser le camp adverse, d'autant que personne ne peut vérifier.

RENDEZ À DASSAULT CE QUI EST À DASSAULT

L'Irak a été une terre bénie pour les marchands d'armes français. Mais l'Irak n'a pas payé grand-chose, et ce n'est pas maintenant qu'il va le faire.

Les militaires français vont peut-être pouvoir récupérer sur le terrain quelques matériels et rendre à Dassault ou à l'Aérospatiale ce qui leur revient.

Et espérons qu'on pourra ensuite le déduire de nos impôts.

MIEUX QU'EN QUARANTE

Les télés nous l'indiquent, le 27 février la guerre en était à son 42e jour, ce qui est relativement peu. A titre de comparaison, on peut rappeler que la France avait tenu moins longtemps que cela face à l'Allemagne en 1940. L'offensive allemande dans les Ardennes avait en effet commencé le 10 mai 1940, et le maréchal Pétain avait demandé l'armistice le 17 juin (le lendemain De Gaulle lançait son appel du 18 juin) ce qui fait 39 jours. Des combats s'étaient, il est vrai, prolongés encore durant quelques jours avant le cessez-le-feu effectif. Mais la France n'affrontait pas une coalition dirigée par les USA comme le fait l'Irak.

Si la justesse d'une cause se mesure au succès militaire et sa fausseté à la débacle, alors que dire de la France de 1940, avec son armée défaite en cinq semaines et ses millions de réfugiés sur les routes ?

Elle a établi un record qui est, comme on peut le constater, difficile à battre...

Leur monde

THAILANDE

A gauche, le général qui dirigeait le pays. A droite, le général putschiste (qui était déjà commandant en chef de l'armée).

AFP

RÉVOLUTION DE CASERNE

C'est, paraît-il, dans l'indifférence populaire que s'est déroulé le dernier coup d'Etat en Thaïlande, le dixième ou le onzième en soixante ans, sans compter sept tentatives ayant échoué.

Ce royaume, qui occupe le centre de la péninsule indochinoise, entre la Birmanie, d'une part, et les Cambodge, Laos et Vietnam, de l'autre, est donc coutumier des putschs. C'est toujours l'armée qui y exerce la réalité du pouvoir, soit directement, soit indirectement. Quand le pouvoir est civil, les dirigeants sont généralement d'anciens militaires. D'ailleurs le gouvernement civil qui vient d'être renversé était dirigé par le général Chatachai Choonhavon et la junte militaire qui s'est emparée du pouvoir sous la direction du général Sunthorn Kongsompong. On est donc resté, de ce point de vue, au même niveau dans la hiérarchie...

Le nouveau pouvoir est à la tête d'un "Comité national de maintien de la paix intérieure" laquelle paix intérieure n'était pas spécialement troublée avant le coup d'Etat, sinon par des querelles de clans, qui semblaient passer au dessus de la tête des masses populaires. Le prétexte du putsch a été la *"lutte contre la corruption"*.

Le régime qui vient d'être renversé était très lié (mais c'est le contraire qui aurait été stupéfiant) aux milieux d'affaires, en pleine prospérité depuis quelques années.

La Thaïlande connaît un boom économique, tout relatif d'ailleurs, qui est en train d'en faire un nouveau "petit dragon" du Sud-Est asiatique. La corruption doit certainement être très répandue, comme elle l'est dans d'innombrables pays sous-développés (ou pas), mais le mot d'ordre des militaires reflète sans doute le fait qu'ils souhaitent, eux aussi, bénéficier directement des retombées économiques et ne pas laisser les bénéfices de la corruption aux seuls civils.

La cause immédiate du conflit a été la tentative du pouvoir "civil" de nommer un nouveau ministre de la Défense, un ancien commandant des forces armées d'ailleurs, en vue de coiffer les militaires et de les ramener à l'obéissance. Les militaires ont alors réagi et pris directement le pouvoir.

On voit qu'il s'agit essentiellement d'une querelle de famille entre militaires et ex-militaires, et que la "démocratie" thaïlandaise est tributaire du tableau d'avancement des officiers supérieurs de l'état-major.

Les milieux d'affaires se sont déclarés inquiets du coup d'Etat. Tout marchait sans trop d'histoire jusque-là : l'exploitation se déroulait sans révolte, l'argent rentrait, et l'armée est là, en principe pour rétablir l'ordre quand les possédants ont besoin d'elle, et pas pour créer le désordre.

Le gouvernement de Washington, mécontent, a décidé de suspendre son aide économique et militaire au nouveau régime de Bangkok. Aussitôt les dirigeants du nouveau régime se sont employés à rassurer les milieux économiques, les investisseurs, les étrangers, disant qu'ils ne changeraient rien aux orientations économiques sùivies jusque-là, qu'ils ne feraient même aucun procès aux anciens dirigeants, qui ont été très vite libérés d'ailleurs, et qu'il y aurait tout au plus quelques enquêtes sur certaines *"fortunes extraordinairement rapides"*. Et qu'ensuite ils *"restitueront la démocratie au peuple dès que possible"*.

Les USA et les capitalistes internationaux se réconcilieront vraisemblablement avec les nouveaux dirigeants, et ce qui est certain, c'est que ni les affaires ni les capitalistes ne sont menacés par ces offensives "contre la corruption".

Et dans quelques années, ou même peut-être quelques mois, s'ils sont toujours en place, les militaires seront aussi corrompus que leurs prédécesseurs, comme cela s'est déjà vu tant de fois ailleurs.

André VICTOR

La prochaine réunion du

CERCLE LÉON TROTSKY

portera sur :

LA GAUCHE ET LES GUERRES COLONIALES

VENDREDI 8 MARS 1991
à 20 h 30

Salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor
à Paris (5e)

Métro : Maubert-Mutualité

Participation aux frais : 10 F

LES DEUX MANIFESTATIONS DE MOSCOU

Vladimir Shone/Gamma

Manifestations de l'armée...

□ En appelant à un rassemblement à Moscou lors de la fête de l'armée, le 23 février dernier, ceux que la presse désigne sous le vocable de conservateurs ont voulu se livrer à une démonstration de force.

La télévision, la presse officielle ont pourtant pris parti et lancé des appels répétés en faveur de ce rassemblement. Les officiers auraient fortement incité leurs hommes de troupe à y aller. Des camions et des cars militaires auraient été aimablement mis par l'armée à la disposition des manifestants. Malgré tout cela, à en juger par ce qu'en rapportent les journalistes, les manifestants en faveur de l'ordre, de l'armée, contre les *«excès de démocratie»* et, accessoirement, pour Gorbatchev, n'auraient pas été plus nombreux que les partisans de Boris Elstine, appelés en réponse à se mobiliser à leur tour le lendemain.

La décomposition du pouvoir

Mais le fait significatif a été moins le succès, tout relatif donc, de la manifestation des «conservateurs», que le terrain choisi - la manifestation, justement. Certes, le rassemblement avait pour leitmotiv le rétablissement de l'ordre avec, à la tribune, le ministre de la Défense, le ministre de l'Intérieur, le chef du KGB et tout le haut commandement militaire - ce qui, au demeurant, était dans l'ordre des choses, s'agissant de la fête de l'armée. Mais en d'autres temps, pas si lointains, les chefs du KGB et de l'armée avaient d'autres moyens pour maintenir ou pour rétablir l'ordre que d'applaudir, du haut d'une tribune, ceux qui réclamaient que l'ordre soit rétabli...

Gorbatchev a beau durcir son langage depuis quelques mois, parler moins de réformes et plus de rétablissement de l'ordre, se faire le porte-parole du KGB et de la hiérarchie militaire, il n'est pas parvenu jusqu'à présent à arrêter la décomposition du pouvoir central de l'Union soviétique, principal résultat tangible jusqu'à présent de la «perestroïka».

Lui, qui a proposé l'organisation d'un référendum sur l'avenir de l'Union soviétique pour le 17 mars prochain, n'est même pas certain de pouvoir organiser le scrutin, et à plus forte raison, d'en faire respecter les résultats éventuels. Sept Républiques sur les quinze qui composent l'Union soviétique affirment jusqu'à présent leur hostilité à organiser le vote chez eux. Les dirigeants d'une autre République, celle de Russie, la plus importante de par l'étendue de son territoire et le nombre de ses habitants, envisagent d'ajouter à la question sur l'avenir de l'Union une autre, sur la possibilité d'élire au suffrage universel un président pour la seule République russe. Ce qui serait un cadeau en faveur d'Eltsine, principal rival de Gorbatchev et candidat virtuel à ce poste, mais surtout représenterait une étape supérieure dans la décomposition de l'Union soviétique en pouvoirs rivaux.

La perestroïka, telle que la présentaient les «réformateurs» les plus radicaux - et qui semblaient l'été dernier bénéficier du soutien de Gorbatchev, avant que ce dernier se mette à changer de langage - devait tout à la fois établir en URSS la démocratie à l'occidentale et ramener le capitalisme. Mais il n'a abouti jusqu'à présent qu'à déchaîner les appétits contradictoires des bureaucrates.

Lutte de clans dans la bureaucratie

Au lieu de la démocratie, c'est l'anarchie dans les rangs de la bureaucratie, la seule à s'exprimer politiquement, et c'est le dépeçage croissant de l'URSS entre clans bureaucratiques rivaux, s'appuyant sur des bases nationales ou pas. Au lieu du passage contrôlé de l'économie planifiée à l'économie capitaliste, c'est la prolifération anarchique «d'initiatives privées», essentiellement dans la distribution, parasitant et volant l'économie d'Etat mais incapable de s'en passer et c'est la désorganisation de l'industrie d'Etat elle-même, du fait des luttes de clans politiques, des rivalités entre bureaucraties nationales, etc. Quant à cette «économie de marché» tant vantée par les réformateurs de tout poil, elle se manifeste surtout sous la forme étriquée et parasitaire du marché noir.

La manifestation desdits «conservateurs», comme le plus généralement le durcissement de langage de Gorbatchev depuis quelques mois, l'occupation du devant de la scène par les dignitaires du KGB et de l'armée montrent qu'une partie au moins des responsables de la bureaucratie sont inquiets devant cette évolution des choses. Les uns sont inquiets devant la menace d'éclatement de l'Union soviétique, les autres devant les dangers que représente l'affaiblissement du pouvoir central du point de vue de la défense des privilèges de la bureaucratie face à la classe ouvrière, d'autres encore sont sans doute inquiets tout simplement pour leurs places ou positions.

Mais pour que toutes ces inquiétudes créent les conditions d'une reprise en main brutale, il faudrait qu'une bonne partie de la bureaucratie soit convaincue que la crise déchaînée par les ambitions individuelles des bureaucrates eux-mêmes est devenue tellement grave qu'il n'y a pas d'autre issue pour elle que de se jeter dans les bras de l'appareil militaro-policier (qui pourrait arrêter momentanément le bouleversement de la société dans le sens capitaliste... ou, au contraire, le poursuivre par des moyens autoritaires).

Rien ne permet de dire que la bureaucratie en est arrivée à cette conviction. Rien ne permet même de dire qu'elle y arrivera un jour, tant il est vrai qu'une partie de la bureaucratie - ne serait-ce que ses composants «nationaux» - s'accommode parfaitement de l'affaiblissement du pouvoir central et n'est nullement hostile à l'éclatement de l'Union soviétique.

Le seul constat que l'on puisse faire, c'est que la transformation de la société soviétique dans un sens bourgeois pose à la bureaucratie des problèmes qu'elle n'a pas encore surmontés. La contre-révolution déclarée par la bureaucratie contre ce qui reste encore de la Révolution de 1917 dans les rapports sociaux et dans l'organisation de l'économie fait du surplace.

...et pro-Eltsine.

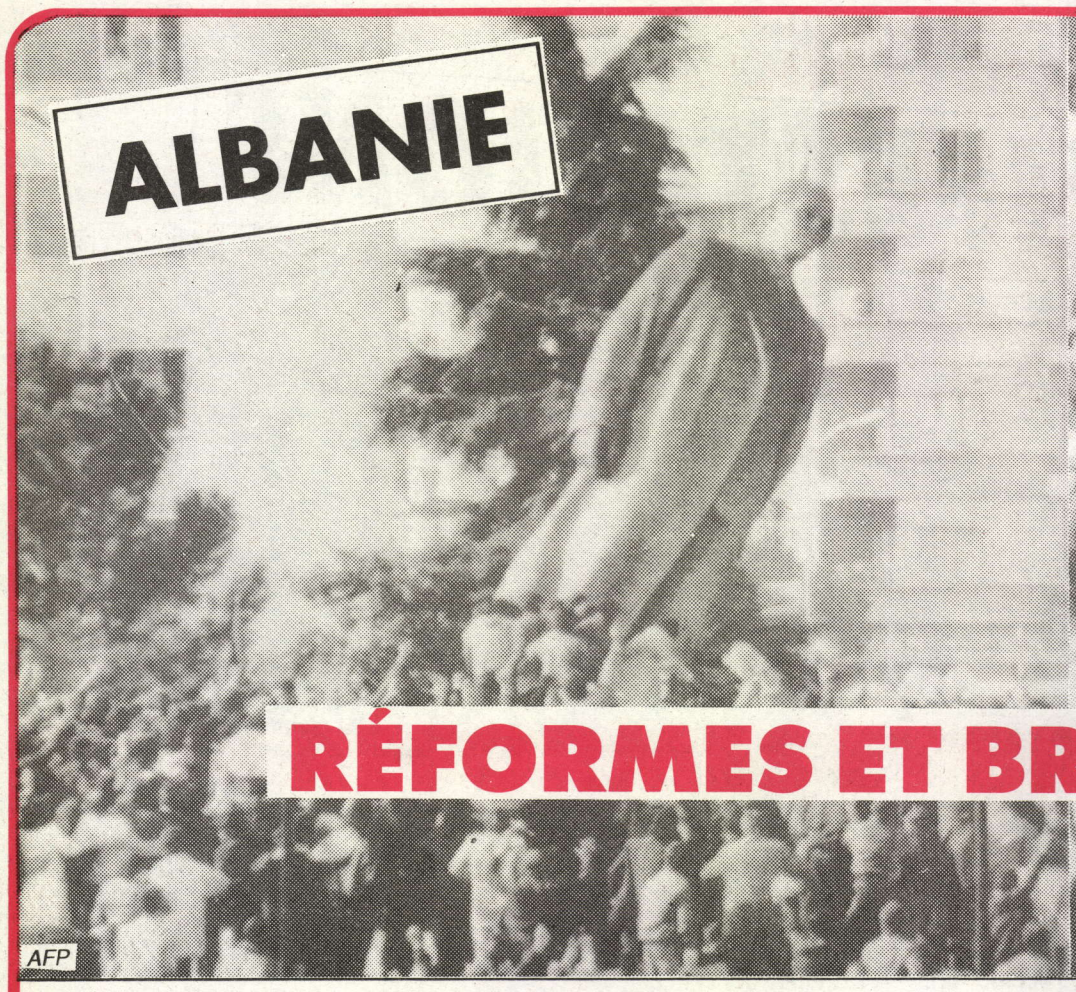
AFP

Et le prolétariat ?

Le prolétariat n'a pas été, jusqu'à présent, capable de profiter des divisions à l'intérieur de la bureaucratie et de l'affaiblissement du pouvoir que cela implique, pour intervenir au nom de ses propres intérêts politiques et économiques. Mais justement, parce que la situation est loin d'être stabilisée, cela laisse au prolétariat plus de temps pour prendre la mesure de ce que lui réserve la bureaucratie, perdre des illusions dans l'économie de marché comme dans la possibilité que telle ou telle faction de la bureaucratie puisse faire fonctionner l'économie sans sacrifices accrus pour les travailleurs. Cela lui laisse peut-être le temps de reprendre confiance en lui-même.

Une partie au moins de la bureaucratie, sinon sa totalité, a clairement indiqué sa volonté de stabiliser la société soviétique - c'est-à-dire surtout, stabiliser ses propres privilèges - par un retour à la propriété privée et au capitalisme. La seule alternative qui demeure, c'est que le prolétariat reprenne l'initiative, avec pour programme l'opposition résolue au rétablissement du capitalisme, la défense de l'étatisation des moyens de production, et la reconquête du pouvoir politique par le renversement de la bureaucratie et le remplacement des institutions de cette dernière par le retour aux Soviets, élus en tant qu'organisation de classe des travailleurs et chargés de tout le pouvoir tant législatif qu'exécutif.

Georges KALDY



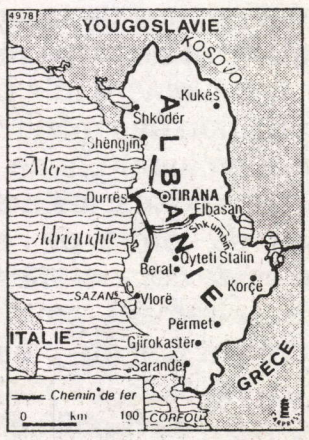
RÉFORMES ET BRUITS DE BOTTES

Le mercredi 20 février, une manifestation de 100 000 personnes, selon la presse, a jeté bas la statue de l'ancien dictateur Enver Hodja, mort en 1985 après quarante ans d'un régime qui n'avait de communiste que le nom. Vendredi 22 février, des affrontements ont eu lieu entre des manifestants qui voulaient s'emparer d'un buste de l'ex-dictateur dans l'école militaire, et qui se sont heurtés aux forces de l'ordre au cours d'affrontements qui ont fait plusieurs morts. Et d'autres accrochages se sont produits depuis, à plusieurs reprises, entre manifestants partisans d'une accélération des réformes, qui s'en prennent aux symboles de l'ancien régime et d'autres, paraît-il, qui se mobilisent pour tenter de remettre en place les statues qu'on déboulonne ou les insignes qu'on fait disparaître.

L'actuel chef du gouvernement Ramiz Alia, successeur désigné en son temps par Enver Hodja lui-même, essaie comme il peut, depuis plusieurs mois, d'engager l'Albanie dans la voie qu'ont suivie depuis plus de dix-huit mois, les régimes des pays soi-disant socialistes voisins. Avec un temps de retard sur ceux-ci on a vu, depuis le mois de juillet, les dirigeants albanais ouvrir en partie des frontières, rétablir certaines libertés comme la liberté de culte, puis instaurer le multipartisme en même temps qu'ils encourageaient le développement de l'artisanat et du petit commerce. Opérant «par en haut» comme l'avaient fait leurs homologues de Berlin, Varsovie ou Prague, ils ont cherché à devancer les mouvements possibles de la population et à trouver, du côté de l'opposition, une caution morale tout en se gardant bien de prendre le moindre risque de déstabiliser le régime.

La marge de manœuvre est d'autant plus étroite que l'Albanie est un petit pays de quelque trois millions d'habitants, le plus pauvre de cette région et sans doute le plus isolé à cause de son arriération et de l'autarcie dans laquelle il a vécu pendant des années. Les réformes, l'ouverture à l'Occident n'apporteront pas de solution aux difficiles conditions de vie des populations que les dirigeants de Tirana redoutent de voir se manifester de façon incontrôlée sur la scène politique.

Et c'est sans doute ce qui explique en partie l'extrême prudence avec laquelle Ramiz Alia avance ; une prudence qui bien sûr encourage l'intolérance des fractions du parti et de l'armée les plus hostiles aux réformes. Une prudence qui, doublée de la menace d'une reprise en main par les militaires, est destinée à mettre au pas non seulement l'opposition politique mais les centaines de milliers d'Albanais pauvres qui n'ont rien à attendre ni du régime en place, ni des politiciens qui s'apprêtent à solliciter leurs suffrages pour prendre la succession.



Henriette MAUTHEY

La fin du pacte de Varsovie

Les ministres de la Défense et des Affaires étrangères des pays membres du Pacte de Varsovie ont décidé le lundi 25 février la dissolution de la structure militaire dudit pacte.

Ce n'est que l'officialisation d'un état de fait. Le pacte de Varsovie, signé le 14 mai 1955, regroupait dans un système d'alliances militaires l'Union soviétique et son ancien glacis d'Europe centrale sous un commandement unifié basé à Moscou. Le passage à l'Ouest des anciennes «Démocraties Populaires» a évidemment rendu caduc le Pacte et il ne restait plus qu'à tirer l'échelle.

Le Pacte de Varsovie était la réplique de l'Union soviétique au Pacte de l'Alliance atlantique, mis en place entre les Etats-Unis et un grand nombre de pays d'Europe occidentale avec pour objectif officiel de contenir la «menace» soviétique (réplique au demeurant tardive car, au moment de la mise en place du Pacte de Varsovie, le Pacte atlantique existait depuis plus de cinq ans).

Les troupes du Pacte de Varsovie en action... en Tchécoslovaquie en 1968.

GAMMA

En fait de «menace», le Pacte n'a jamais menacé ni les Etats-Unis, ni l'Europe occidentale, malgré le tombereau de mensonges que la presse, les hommes politiques et les stratèges en tout genre ont pu déverser à ce sujet pour justifier la Guerre froide, la course aux armements, les dépenses militaires croissantes. Il n'a servi non plus à défendre aucun des pays du Pacte, pas plus que l'URSS, contre une agression militaire venue d'Occident. Pendant cette petite quarantaine d'années pendant laquelle les deux systèmes d'alliances se sont fait face, chacune des deux superpuissances a laissé en fait l'autre commettre tranquillement ses propres crimes dans sa propre zone.

Le Pacte de Varsovie aura seulement servi de couverture à l'intervention des troupes soviétiques contre la révolution en Hongrie en 1956, puis contre la Tchécoslovaquie en 1968. Pour réduire ce qu'elle considérait comme la rébellion tchécoslovaque, l'URSS aura même réussi à une modeste échelle ce que les Etats-Unis font en grand aujourd'hui contre l'Irak : elle a entraîné toutes les Démocraties Populaires – à l'exception de la Roumanie – à envoyer un contingent symbolique contre la Tchécoslovaquie.

Le Pacte de Varsovie est mort, il n'y a sûrement pas lieu de le regretter. Mais tout aussi sûrement, si l'URSS a reculé, ce n'est pas la paix qui y a gagné. Une partie des troupes du Pacte de l'Atlantique qui, lui, n'a pas été dissous, a trouvé un autre emploi dans le Golfe...

G. K.

POLOGNE

Le congrès de Solidarité

UN PRÉSIDENT À LA PLACE DU PRÉSIDENT

Walesa a changé de chapeau.

Solidarité, qui vient de tenir son troisième Congrès national à Gdansk, a porté à sa présidence, le 23 février, un «docteur en informatique», Marian Krzaklewski, en remplacement de Lech Walesa, devenu, lui, comme on sait, président de la République depuis décembre dernier.

Si on en croit la presse française, Walesa ne le soutenait pas spécialement. Ses rivaux étaient des ténors de Solidarité, marqués politiquement, soit comme proche collaborateur de Walesa dans sa campagne présidentielle pour l'un (Kaczynski), comme ancien de Gdansk lié autrefois au KOR pour un autre (Borusiewic), ou comme lié à l'ultra-nationaliste Union nationale-chrétienne pour un autre (Slowik).

Le choix d'un dirigeant peu connu, qui apparaît «neutre», après plusieurs heures de vote et trois tours de scrutin, illustre en tout cas les difficultés de la position actuelle de la direction du syndicat polonais.

Son chef historique, ex-leader des grévistes de la Baltique, se trouve maintenant présider, à la tête de l'Etat, à la mise en œuvre d'une politique d'austérité dont les conséquences retombent exclusivement sur les travailleurs et les paysans pauvres. Le gouvernement qu'il a mis en place en décembre se place sur ce plan dans la continuité du gouvernement Mazowiecki (premier gouvernement de Solidarité). Le chômage atteint 1 200 000 personnes, et l'inflation, qui avait semblé enrayée au cours de l'année 1990, repart (12,7 % en janvier 91).

Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que les délégués de Solidarité au Congrès se soient alarmés *«devant la dégradation dangereuse de la condition des travailleurs»* – d'autant moins surprenant quand on sait que des grèves ont éclaté au cours des dernières semaines, pour protester contre la taxe imposée par le gouvernement aux entreprises publiques qui s'aviseraient d'augmenter les salaires au-delà du seuil fixé par ses soins – ce qui n'est qu'une manière de bloquer les salaires.

Par-dessus le marché, dans la classe ouvrière, Solidarité est en butte à la concurrence de l'ancien syndicat officiel, l'OPZZ, qui se refait à bon compte une virginité en se montrant revendicatif à l'occasion. Ainsi, l'OPZZ a appelé à une manifestation de plusieurs milliers d'ouvriers à Varsovie, le 15 février dernier, contre le gel des salaires et la politique économique du gouvernement.

Force est à la direction de Solidarité, organisation du président, qui a envoyé bon nombre de ses responsables «historiques» peupler les organismes de l'Etat aux plus hauts niveaux, de trouver des moyens de se démarquer autant que faire se peut pour continuer à se présenter devant les travailleurs comme une organisation défendant leurs intérêts. Et il est sans doute bon pour son image que ses dirigeants semblent parfois «se dresser» contre Walesa, comme ils l'ont fait au cours des négociations salariales qui viennent d'avoir lieu, en réclamant la levée de la fameuse taxe sur les entreprises payant de «trop hauts» salaires.

Dans la circonstance, Walesa a mis son poids dans la balance en faveur de son gouvernement, contre la direction de Solidarité. Mais pour lui, même s'il tire son crédit de son poids personnel auprès des travailleurs, il n'est sans doute pas mauvais non plus que Solidarité sache faire preuve d'une certaine autonomie, et veille à préserver sa crédibilité.

Mais tout cela reste dans d'étroites limites. Le nouveau dirigeant, Krzaklewski, a tenu à souligner : *«Je soutiens l'idée d'un syndicat pur, dégagé de toute implication politique, mais nous ne devons pas oublier que Solidarité reste le garant des réformes en Pologne»,* en ajoutant qu'elle reste *«la principale force anticommuniste»* du pays.

Christiane LE GUERN

TCHECOSLOVAQUIE

Scission au sein du Forum civique ... ou comment en finir avec le régime du parti unique

C'est très civilement qu'au cours de son dernier congrès après quinze mois d'existence, le Forum Civique, né juste avant la *Révolution de Velours* tchécoslovaque, vient de scissionner.

Il y aura désormais, né de ce Forum Civique, un Parti Démocratique Civique, (OTS) inspiré du Parti conservateur britannique, qui s'est donné comme dirigeant l'actuel ministre des Finances, Vaclav Klaus, qui se réclame de thatchérisme ; et de l'autre, un Mouvement Civique (OH), réunissant derrière l'actuel vice-président, Pavel Rychetsky, des intellectuels de gauche et d'anciens dissidents.

C'est donc la fin de cette coalition qui, de la droite à l'extrême-gauche, avait œuvré de concert pour que l'écroulement du régime stalinien se fasse le plus en douceur possible, sur du velours en somme...

Seulement, le divorce ne prendra pas effet tout de suite pour tous les biens de la communauté : les deux nouveaux partis se sont mis d'accord pour cohabiter... et garder le sigle Forum Civique, jusqu'aux prochaines élections prévues au printemps 1992. Cela peut toujours servir !

Quant à Vaclav Havel, il s'est tenu au-dessus des querelles de parti... Tous les présidents savent que c'est la politique à adopter dès qu'on est au pouvoir !

S. F.

LUTTE DE CLASSE N° 37 de mars 1991 est parue

Au sommaire :

- **Guerre du Koweït ou guerre d'Irak ?**
- **Grande-Bretagne : Derrière les Etats-Unis pour garder sa part.**
- **URSS : Tentative de contre-révolution bourgeoise, zigzags bureaucratiques, quelle politique pour la classe ouvrière ?**
- **Haïti : Aristide au palais présidentiel, mais l'armée dans les casernes qui l'entourent.**

L'application de la "Contribution Sociale Généralisée" (CSG)

LES RETRAITÉS, PREMIÈRES VICTIMES

Certains salariés et surtout les retraités et les invalides ont eu une désagréable surprise en recevant début février leurs fiches de paie ou leur pension. Les sommes versées au titre du mois de janvier étaient déjà soumises à la Contribution Sociale Généralisée (CSG).

Erreur administrative ? Pas du tout. Car contrairement à ce qu'on a pu croire, la loi précise que les revenus visés par ce nouveau prélèvement sont ceux perçus à partir de février et non ceux perçus au titre de février. Les pensions dues pour janvier dans le cadre du régime général, versées le 8 février, sont donc tombées sous le coup de la nouvelle loi, ainsi que certains salaires versés avec un décalage dans le temps.

Les retraités feront d'ailleurs encore une fois les frais de cette subtilité des législateurs lors du paiement des retraites complémentaires puisque, versées trimestriellement, les pensions de janvier n'arriveront qu'en avril prochain.

Ces dispositions ne font qu'ajouter à l'injustice de ce nouvel impôt, en particulier vis-à-vis des retraités. Du moins pour les 55 % dont les revenus sont imposables. Car pour eux, l'application de la CSG ne sera compensée par aucune baisse de cotisation vieillesse (puisqu'ils n'y étaient pas assujettis), ni par l'abattement de 5 % consentis aux salariés au titre des frais professionnels.

Concrètement, cela se traduira par une diminution de 0,8 % de leur pouvoir d'achat, perte qui s'ajoute au retard pris par la revalorisation des pensions.

Une brillante démonstration pour le gouvernement et ceux qui nous ont soutenu que la CSG était une question de justice sociale !

R. M.

LO

La CSG encore plus lourde à la Caisse Vieillesse (Paris 19e)

RACKET SUR LES RETRAITES

L'application de la CSG va signifier pour plus de la moitié des retraités une diminution de leur pouvoir d'achat, qui s'ajoute au fait que la revalorisation des retraites au 1er janvier (+ 1,7 % pour le semestre) est en-dessous de la hausse du coût de la vie.

Mais cette mesure, odieuse en elle-même, a été appliquée par la CNAVTS (la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse des Travailleurs Salariés) de manière mesquine, tatillonne, pour voler un peu plus les ressources des retraités.

D'abord, la loi a précisé que la CSG s'appliquait aux ressources versées après le 1er février, même si ces ressources concernent le mois de janvier. C'est le cas pour tous les retraités, puisque la CNAVTS a versé, comme d'habitude, *«à terme échu»*, c'est-à-dire la retraite de janvier courant février. Cette pension de janvier, versée bien tard, est donc déjà amputée de 1,1 %.

Mais il y a eu encore plus mesquin. Pendant une bonne partie du mois de janvier, la direction a fait bloquer tous les dossiers sans que l'on comprenne pourquoi. Les raisons invoquées étaient techniques, des programmes informatiques n'étant, paraît-il, pas terminés. Mais, mauvais ou faux prétexte, il y a eu blocage. Des retraités qui demandaient que l'on «révise» leur pension, suite à la diminution de leurs revenus par exemple, ou suite à des justificatifs qu'ils n'avaient pas pu fournir auparavant, ont vu ainsi leur dossier bloqué plusieurs semaines. Résultats : non seulement ils ont attendu plus longtemps que nécessaire, mais en plus, et nous comprenons maintenant pourquoi, la direction en a profité pour appliquer la CSG sur ces sommes, qui grâce au retard étaient versées après le 1er février. Encore un petit vol légal, ni vu ni connu !

La Caisse distribue une brochure aux personnes âgées les mettant en garde contre des escrocs qui tenteraient de les abuser en son nom. Eh bien, nous pouvons en dénoncer un gros : le gouvernement.

Correspondant LO

L'impôt sur l'impôt

Jusqu'à présent, les salaires imposables s'entendaient après déduction des cotisations sociales. La CSG remplacera certes une partie de ces prélèvements, mais son montant ne sera pas déductible. Conclusion, même à prélèvement égal et à salaire égal, le salaire imposable augmentera et l'impôt avec.

On pourra donc payer deux fois l'impôt : au titre de la CSG d'abord, au titre de l'impôt sur les revenus, montant de la CSG compris, ensuite.

L'impôt sur l'impôt, il fallait oser l'inventer. C'est désormais chose faite.

Cette année encore, les feuilles d'impôt ne feront pas d'ombre aux bourgeois

Dans sa notice accompagnant les déclarations de revenus, Bérégovoy met en avant une *«baisse d'impôt pour les ménages»*. Et le ministre de l'Economie et des Finances de citer la suppression de la cotisation sociale de 0,4 % (remplacée par la CSG !), le plafonnement de la taxe d'habitation et une baisse du taux majoré de la TVA de 25 à 22 %.

C'est bien peu de choses par rapport aux véritables cadeaux fiscaux faits aux bourgeois petits et grands. Mais dont Bérégovoy, évidemment, préfère ne pas se vanter. Car, cette année encore, les avantages supplémentaires ne manquent pas, ni pour les entreprises dont le taux d'imposition des bénéfices va encore baisser, ni pour ceux que nos ministres appellent les «épargnants», c'est-à-dire les particuliers qui ont de quoi mettre de grosses sommes de côté. Exemple : la quasi-totalité des produits boursiers (les fameuses SICAV) sont désormais imposés au pire à 16 % et souvent pas du tout. Tout cela sous prétexte de s'aligner sur la fiscalité des autres pays européens.

A tel point que le magazine *L'Expansion*, qui s'adresse aux patrons et aux cadres, peut se payer le luxe de titrer carrément : *«Non ! Les gros revenus ne sont pas écrasés par le fisc»*. Et ce journal cite le cas de 49 gros contribuables qui, en 1987, grâce à diverses déductions fiscales, ont réussi l'exploit de ne pas payer un franc d'impôt en dépit d'un revenu imposable dépassant 500 000 francs (après, s'il vous plaît, abattement de 10 % et abattements divers pour frais professionnels) ! La situation, depuis, n'a pas dû beaucoup empirer pour eux...

P. V.

CHOMAGE EN HAUSSE

Chômage partiel : faire payer l'UNEDIC, faire payer le contribuable,

ET POURQUOI PAS FAIRE PAYER LES CAPITALISTES RESPONSABLES DU CHOMAGE ?

Le gouvernement a décidé de remettre à l'ordre du jour l'indemnisation du chômage partiel. Jusqu'à présent, les employeurs, s'ils acceptent d'indemniser aux travailleurs les heures de chômage partiel à 50 %, avec un minimum de 27 F de l'heure, peuvent avoir droit à un remboursement de l'Etat de 10,32 F par heure, jusqu'à concurrence de 500 heures par an, sous forme d'allocation spécifique.

Le gouvernement Rocard, en accord avec le ministre du Travail, Jean-Pierre Soisson, envisage de porter à 600 le nombre des heures donnant droit à l'indemnisation (700 pour le secteur de l'habillement et du textile) et de majorer le remboursement aux patrons en le faisant passer à 12,90 F de l'heure. Le but visé est d'éviter que, dans les mois à venir, on puisse constater une hausse trop voyante des chiffres du chômage.

La situation de l'emploi se dégrade. Le nombre des petites annonces dans les journaux baisse de façon très sensible, en particulier dans l'industrie. La croissance a ralenti, et cela bien avant la crise du Golfe elle-même. Les chiffres sont encore faibles, puisque, selon l'INSEE, la croissance du PIB (produit intérieur brut), est passée de 4 % en 1989 à 2,8 % en 1990. Mais cela suffit pour que les capitalistes ralentissent les investissements et dégonflent leurs stocks au maximum. Même si la demande n'a pas encore vraiment baissé, ou seulement dans certains secteurs et relativement peu, la production, elle, subit un sérieux coup de frein. Au dernier trimestre de l'année 1990, pour l'ensemble des branches, la production subirait une baisse de 3 %, atteignant 8,1 % pour les matériels de transport terrestre (essentiellement automobile) et 4,1 % pour les biens intermédiaires... Les entreprises ont réagi très vite en comprimant leurs stocks et en ralentissant leurs investissements. On cite l'exemple de l'automobile dont la production a baissé de 25 %, alors que le marché ne reculait que de 10 %.

Les patrons ont déjà procédé à de nombreux licenciements, mais qui ceux-là passent plus inaperçus, puisqu'ils concernent les intérimaires et les CDD dont ils n'ont pas renouvelé les contrats. Les heures supplémentaires et le travail du samedi, auxquels un certain nombre d'entreprises industrielles avaient eu jusque-là largement recours, ont eux aussi subi un brutal coup de frein. Mais cela ne suffit pas aux patrons, et c'est pourquoi le chômage partiel peut, en attendant d'autres licenciements, présenter une solution «attrayante»... surtout si l'Etat met la main à la poche pour en payer une partie plus grande.

Mais l'Etat, représenté par le gouvernement Rocard, cherche plus «astucieux» - ou plutôt plus «vicieux». Et, plutôt que de payer une amélioration de l'indemnisation versée aux patrons pour chaque heure de chômage partiel, il préfèrerait faire payer l'UNEDIC, c'est-à-dire la caisse d'assurance chômage alimentée par les cotisations prises sur les salaires... Le ministre du Travail entame des pourparlers dans ce sens avec les syndicats et les organisations patronales, qui jusque-là ni les unes ni les autres n'envisagent d'accepter de faire passer l'UNEDIC à la caisse. Pour les gestionnaires de l'UNEDIC, les chômeurs partiels n'étant pas demandeurs d'emplois ne sont pas considérés comme étant de son ressort. Si le gouvernement ne parvient pas à ses fins de ce côté-là, alors ce sera le contribuable qui paiera pour le financement de ces mesures, c'est-à-dire finalement, sous une autre forme, encore principalement les travailleurs.

A condition que ceux-ci l'acceptent, le gouvernement s'apprête donc une fois de plus, non pas à chercher une solution contre le chômage et la crise, mais à éviter que les capitalistes fassent les frais des à-coups de leur système, en en faisant porter le poids essentiel par les travailleurs.

Louis GUILBERT

LES LICENCIEURS NE SONT PAS LES PAYEURS

Comme chaque mois, les chiffres du chômage parlent. Les statistiques du ministère du Travail tombées le 26 février montrent que le nombre des chômeurs a encore augmenté le mois dernier. En janvier, il a été recensé 35 400 chômeurs de plus qu'au mois de décembre, ce qui porte à 2 647 000 le nombre officiel des demandeurs d'emplois. *«En données brutes»* comme les statistiques le précisent, cela fait une hausse de 1,4 %. Cette hausse n'est plus que de 0,4 % *«en données corrigées des variations saisonnières»*, une notion qui ramène à 2 542 000 le nombre des sans-emploi qui veulent bien entrer dans les comptes gouvernementaux. Car il y en a bien sûr d'autres, que les définitions officielles se refusent à saisir dans les statistiques.

La durée moyenne d'inactivité pour les chômeurs de longue durée a légèrement régressé, 359 jours au lieu de 365 l'an dernier, grâce à des dispositions spécifiques prises par le gouvernement qui ont un effet momentané. Mais parallèlement, la durée d'attente moyenne de l'ensemble des chômeurs a augmenté, passant de 206 à 216 jours en un an.

Quant au chômage partiel, il est revenu à la mode avant même que le gouvernement envisage une meilleure indemnisation pour les patrons qui y ont recours : la hausse est de 232 %, et le nombre de journées indemnisées en un mois équivaut à 450 000.

La facture du chômage est lourde pour les travailleurs, et elle aura aussi ses répercussions sur le niveau des salaires. Du moins pour autant que la classe ouvrière continuera à accepter de la payer sans broncher.

Ce qui n'est pas encore prouvé.

LUTTE OUVRIERE

(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à
LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE.

La société d'Editions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une SARL au capital de 20000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 17000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine Saint-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64995.

ABONNEMENTS

- à **Lutte Ouvrière** - hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F - Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.
- à **Lutte de Classe** - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par L'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F.
Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL ET VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON ou par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

RENAULT

UN RECUL DE VOIX QUI N'EMPÊCHE PAS LA CGT DE RESTER LARGEMENT MAJORITAIRE

«Elle avait toujours gagné, depuis 1945, les élections professionnelles. Renault : la CGT perd la majorité. – Conséquences : la centrale de Krasucki sera minoritaire dans les deux principales instances de la Régie : le Comité de groupe et le Comité d'entreprise. La chute de la CGT est spectaculaire chez Renault-Véhicules Industriels (– 4,5 % et Renault-Automobiles (– 6,3 %)».

Voilà le titre en première page de *France-Soir* daté du 12/2/1991. Toute la presse écrite, la radio, la télévision, tous les journalistes ont repris sur le même ton. D'après eux, la CGT serait en pleine décomposition à la Régie Renault.

La réalité est certainement très différente.

Voyons d'abord les résultats au niveau du Comité central d'entreprise.

La CGT avec 48,27 % des voix et 11 sièges précède de très loin la CFDT avec 19,71 % et 4 sièges, FO 16,26 %, 3 sièges, CGC 12,08 % 3 sièges, CFTC 1,33 % pas de siège.

Avec 11 sièges sur 21, comment la CGT n'aurait-elle plus la majorité ?

En réalité, la CGT a perdu la majorité absolue qu'elle détenait jusque-là.

Ainsi que le montre le tableau suivant :

	CGT	CFDT	FO	CGC	CFTC
1986	53,80	19,17	18,14	10,06	1,11
1988	54,48	19,07	12,85	10,21	1,15
1990	48,27	19,71	16,26	12,08	1,33

Même si la CGT baisse en pourcentage, elle reste largement majoritaire, largement devant les autres organisations syndicales. Quant à la baisse, qui est réelle (– 6 %), elle s'explique en grande partie par la diminution du collège ouvrier où la CGT avait ses meilleurs résultats. Depuis 1988, les départs et suppressions d'emplois sur l'ensemble du groupe Renault auraient concerné plus de 15 000 travailleurs.

En ce qui concerne le Comité de groupe (où sont représentées les filiales) remarquons d'abord que, contrairement à ce que dit *France-Soir,* cette institution ne date pas de 1945 mais de 1982 (Loi Auroux). Sic. Effectivement, là encore, il y a baisse des résultats, mais si la CGT perd la majorité absolue, qu'elle n'avait gagnée qu'aux élections directement précédentes, elle reste le syndicat ayant, et de loin, obtenu les meilleurs résultats (voir le tableau ci-dessous).

	CGT	CFDT	FO	CGC
1983-84	46,84	26,16	12,21	8,65
1985-86	48,46	24,62	11,33	9,42
1984-88	51,02	23,88	10,39	9,52
1989-90	46,53	24,17	12,39	10,90

La CGT détenait jusqu'ici le poste de secrétaire du CCE et celui de secrétaire du Comité de groupe. Aujourd'hui une entente s'ébauche entre les autres syndicats pour former un bloc qui serait, du coup, majoritaire face à la CGT et revendiquerait, au Comité de groupe, le poste de secrétaire. Ce n'est pas encore fait, ce n'est peut-être même pas licite de faire une entente après élections, cela est en tout cas l'objet d'une polémique entre la CGT et les autres organisations syndicales, et l'enjeu d'une mini-bataille en cours.

Manifestement, les autres organisations syndicales veulent détrôner la CGT, elles sont dans le vent. Depuis que Renault n'est plus une Régie Nationale, depuis la baisse des effectifs, la fermeture prochaine de Saint-Ouen et Billancourt, depuis la nouvelle politique du PDG Levy, la CGT n'a plus en haut lieu le vent en poupe. La perte de la majorité absolue encourage les autres syndicats qui avaient bien du mal à encaisser la position hégémonique de la CGT, assortie dans le passé, il faut bien le reconnaître, d'attitudes sectaires et dominatrices.

Ceci dit, il y a les intentions et il y a la réalité. Même si au niveau où se répartissent les postes, les autres organisations syndicales manœuvrent pour l'emporter, à la base, la CGT reste majoritaire et, vu la politique très collaborationniste des autres syndicats, en particulier à Billancourt où la CFDT double presque l'action de la direction pour faire accepter le plan social, la CGT, bien que n'ayant aucune perspective, aucune politique et avec des troupes réduites, représente encore le syndicat le plus combatif.

Correspondant LO

France-Soir

TOUTE DERNIÈRE • TRIOS

65, rue de Berry, 75589 Paris Cedex 12 - Tél. : 40.01.80.00 ● ISSN 0182-5860
Petites annonces - Tél. : 45.62.44.00 ● Mardi Gras - Saint Félix ● N° 14.468

Mardi 12 février 1991 CTD 4,50 F

ELLE AVAIT TOUJOURS GAGNÉ, DEPUIS 1945, LES ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

Renault : la C.G.T. perd la majorité

■ Conséquences : la centrale de Krasucki sera minoritaire dans les deux principales instances de la Régie : le comité de groupe et le comité d'entreprise ■ La chute de la C.G.T. est spectaculaire chez Renault Véhicules Industriels (– 4,5 %) et Renault Automobiles (– 6, 3 %)

Air France

LA GUERRE DU GOLFE A BON DOS

Après l'annonce du chômage partiel et de diverses mesures de rigueur, les travailleurs des ateliers d'Air France, à Orly, ont le sentiment que, prenant prétexte de la crise du Golfe, la direction veut faire passer des mauvais coups qu'elle mijotait depuis longtemps.

La mesure du chômage partiel est certes liée à la baisse actuelle du trafic aérien. Mais cette réduction de 6% du temps de travail se fera avec la perte de salaire correspondante.

Les autres mesures annoncées sont destinées à durer. Il y a d'abord les 0% d'augmentation des salaires pour 1991. Puis une refonte des horaires partout où la direction a besoin d'une plus grande flexibilité. Avec cela, davantage de mobilité entre les services et moins de choix pour poser les congés.

Tout cela amènera une nouvelle dégradation de nos conditions de vie, sans compter des pertes de salaire supplémentaires dues à la perte de primes.

Le mécontentement est donc grand. Mais ces derniers mois de nombreuses compagnies aériennes, aussi bien en Europe qu'aux Etats-Unis, ont décidé de supprimer des milliers d'emplois. Et cela pèse sur les travailleurs qui estiment que leur situation pourrait être pire.

C'est d'ailleurs un problème d'emploi qui a fait réagir plusieurs dizaines de jeunes travailleurs en formation en alternance. Seuls 42 de ces jeunes sur 65, à la direction du matériel à Orly, vont se voir proposer un contrat d'embauche. Mais les jeunes estiment que s'ils n'avaient rien fait cela aurait été encore pire et qu'ils ont donc eu raison de demander des comptes.

Et nous sommes un certain nombre, à Orly, à penser que c'est tous ensemble qu'il faudrait aller réclamer des comptes à la direction.

ORLY-NORD

Les "alternants" à Orly-Nord, ce sont 65 jeunes titulaires de Bac F1, F2, F3, qui ont suivi une formation théorique pendant onze mois en école, puis sept mois de pratique parmi nous dans les hangars. Et ceci pour devenir mécanicien de maintenance aéronautique.

Pour beaucoup de ces jeunes venus de province, il a fallu emprunter de l'argent à Air France pour trouver un logement et démarrer dans la vie. La direction leur ayant garanti l'embauche en fin de stage, la surprise fut grande quand celle-ci envisagea de n'en prendre aucun.

Ils se sont réunis et sont allés demander des comptes. Ils ont appris que vingt-trois d'entre eux ne seraient pas embauchés. Mais ils ont obtenu des compensations financières pour leurs frais d'installation.

Un engagement de la direction qu'il faudra faire respecter.

Renault-Billancourt

LA FERMETURE SE PRÉPARE... À COUPS DE LICENCIEMENTS !

G. Merillon/Gamma

Pour annoncer la fermeture de Renault-Billancourt, le PDG Lévy et Rocard avaient été relayés par la presse afin d'accréditer l'idée que cette usine allait fermer ses portes en douceur, avec un plan social exemplaire. Ils nous avaient même affirmé à l'époque, à la fin 1989, qu'il n'y aurait pas de laissés-pour-compte, et que chacun retrouverait une place puisque personne n'avait démérité et que l'usine ne fermait que pour des raisons techniques.

Aujourd'hui il n'y a plus guère de bruit autour de la fermeture de Billancourt, la presse n'en fait plus ses gros titres et articles à sensation car la réalité est éloignée de la version idyllique servie il y a un peu plus d'un an.

La fermeture est toujours prévue pour avril 1992 et les étapes de diminution de la production se succèdent. La dernière en date, celle de juillet 1990, a fourni son lot de travailleurs excédentaires, pudiquement nommés *«disponibles»* au début par la direction, devenus depuis licenciables, puis licenciés pour environ cent d'entre eux. La direction avait affirmé résorber l'excédent de personnel par la mobilité inter-usines.

Présentés sous des dehors enchanteurs à travers les *«salons de mobilité»*, les autres usines n'attiraient pas grand monde au début. Et puis, les pressions de la direction se faisant de plus en plus pressantes, ce sont plus de 600 travailleurs qui ont émigré, vers l'usine de Flins surtout, mais aussi vers les autres usines de la Régie. Ils sont partis avec tout le cortège de difficultés liées au logement, à la scolarité des enfants, etc. Pour certains d'entre eux, c'est maintenant les difficultés pour s'installer, les promesses de logement faites par la Régie n'ayant pas été tenues ; c'est aussi les pressions de la maîtrise pour tenir des cadences se faisant plus dures.

Ceux qui n'ont pas bénéficié de cette situation *«hautement privilégiée»* ont eu des propositions – plus *«radicales»* encore – pour quitter l'entreprise en signant une convention de conversion : traduisez un licenciement. Et pour faire passer la pilule : 50 000 F de primes de départ, 2 mois de préavis non effectués et 6 mois de congés de conversion rétribués à 83 % puis à 75 % du salaire.

Cette *«bonne»* solution pour la Régie ou encore le reclassement à l'extérieur de Renault ont été baptisés : *«mobilité externe»* de telle sorte que Renault n'aurait licencié personne si une centaine de travailleurs n'acceptant aucune de ces solutions n'avaient préféré (en prenant le risque de ne pas toucher les 50 000 F) ne pas signer leur propre licenciement.

La direction ainsi que les syndicats, tels la CFDT qui ont signé les *«accords à vivre»* et tous les plans dits sociaux que la direction a voulus, ont déclaré qu'ils ne comprenaient pas cette obstination d'une centaine de travailleurs à ne pas s'autolicencier. La CFDT, dans l'un de ses tracts, a poussé le culot jusqu'à s'en prendre à ces travailleurs, les accusant d'avoir suivi les mauvais conseils de la CGT. Dans le même tract, elle se félicitait d'avoir signé un bon accord.

La CGT ne fait plus énormément de bruit sur ce sujet. Dès le début, elle a tenté d'organiser des actions diverses des travailleurs que la Régie déclarait *«excédentaires»*. Elle n'a jamais pu réunir plus de 200 excédentaires sur les 400 ou 500 concernés au total.

Quant aux travailleurs qui ont encore un poste, encore près de 2500 dans l'Ile Seguin, ils n'en ont jamais été partie prenante. Pourtant, ils vont être eux aussi concernés dans l'année : en avril, la production passera de 250 à 200 voitures par jour, et en octobre, de 200 à 100, pour finir à zéro en avril 1992.

A présent, la direction parle beaucoup moins de *«mobilité interne»*. Elle n'y a jamais beaucoup cru mais elle avait besoin de le faire croire, à l'opinion comme aux travailleurs, pour que son opération réussisse. En ce moment, elle organise à nouveau des journées d'information sur les métiers de la route, sur ceux du commerce. Elle nous montre un licencié Renault faisant du toilettage pour chiens, un autre reconverti dans l'épicerie. Elle organise des stages de gestion pour ceux qui voudraient créer leur entreprise. En gros, c'est la situation décrite dans le film *Roger et moi* sur les licenciements dans l'automobile aux USA, à Detroit ; avec cette seule différence qu'ici tout est en bien plus petit !

Correspondant LO

Cézus-Chimie Jarrie (région de Grenoble)

LE DANGER PERSISTE

A Cézus-Chimie, à Jarrie près de Grenoble, les causes de l'explosion d'un réacteur, qui s'est produite le 15 janvier, ne sont toujours pas expliquées (cf LO n° 1179). La presse locale ne s'en est fait l'écho qu'un mois plus tard avec cependant un titre significatif : *"Les mystères d'une explosion"*.

Aujourd'hui la production a redémarré dans l'atelier mais la direction n'explique toujours pas pourquoi cette explosion s'est produite. Tout ce qu'elle sait faire, c'est dire à la presse que des cabinets d'expertises et de contrôles sont intervenus. Le problème, c'est que tous sont bien intervenus sur les ponts roulants, les charpentes, etc., mais pas sur l'explosion ! La direction met aussi en avant les réunions du CHS-CT, mais cet organisme n'a pas, lui non plus, reçu d'explication, rien que des hypothèses sur la cause de l'accident.

Rien de rassurant dans tout cela, surtout qu'on vient de voir les fours fusions ne plus arriver à fondre leur produit en trente heures de chauffe, avec un palier à 850°. D'habitude cette opération se fait en vingt heures. Cela laisse supposer un problème de contrôle des températures. Là aussi ce sont les explications qui manquent le plus.

Pour ce qui concerne l'explosion, la direction a déclaré qu'elle avait rencontré tout le personnel et qu'elle avait joué la transparence. Comme quoi il y a des transparences qui sont loin d'être limpides !

Correspondant LO

LES UNS CAUSENT LES AUTRES TRINQUENT

Dans plusieurs services de l'usine, malgré le chômage, tels les bureaux, le CKD, on doit faire le même travail en quatre jours qu'en cinq jours. Sur les chaînes Peugeot, que ce soit au Montage, en Tôlerie ou en Peinture, les cadences ont augmenté et on n'a seulement rajouté que quelques personnes en plus. Du coup, avec le chômage la direction va encore gagner de l'argent.

Le comble dans cette histoire, c'est que ce sont ceux qui nous prêchent la nécessité des efforts et des sacrifices et patati et patata qui, justement, en ont le moins à faire et qui reçoivent leurs quelques millions de centimes à la fin du mois sans diminution.

Extrait du bulletin *Lutte Ouvrière* Chausson (Creil).

Marché des cigarettes

GROS BONNETS ET PETITS BLOUSONS

La Régie des tabacs (la SEITA) vient de lancer une nouvelle marque de cigarette blonde, la «Chevignon». Ce nom, on le sait, est celui d'une marque de vêtements pour jeunes, de blousons surtout, qui constituent l'uniforme obligatoire d'une partie de la jeunesse «branchée». Autant dire que pour conquérir à la cigarette le marché des jeunes (qui devient si l'on «fidélise» les clients, un marché d'adultes puis de vieux) le choix de ce nom apparaissait particulièrement judicieux.

Malheureusement pour les cigarettiers et pour le vendeur de vêtements, une loi récente, qui date à peine du 10 janvier dernier, interdit toute publicité directe ou indirecte pour le tabac. C'est une loi qui a été adoptée à la suite d'un long combat de certains médecins et responsables de la santé publique, inquiets du développement du tabagisme en particulier chez les jeunes.

De toute évidence la nouvelle cigarette «Chevignon» constitue une entorse à la loi. Seulement si l'Etat a en charge la santé publique, et en particulier les énormes dépenses dues à l'abus du tabac, il est parallèlement un vendeur de drogue, par l'intermédiaire de la SEITA. C'est pourquoi le ministre de la Santé et celui du Budget se sont ouvertement disputés. Il a fallu un arbitrage de Rocard pour dire que la loi serait respectée, ce qui est bien le moins.

Mais pour le moment la SEITA n'a pas retiré sa marque, et le vendeur de blouson se voit menacé par la justice d'une interdiction totale de publicité pour ses vêtements. Il est donc probable que la cigarette finira par recevoir une autre appellation.

Mais si l'Etat, qui est majoritaire à la SEITA voulait vraiment lutter contre le tabagisme, il pourrait imposer d'autorité d'autres noms à ses cigarettes et mettre en vente par exemple la «Poumons Noirs», la «Bronchite Chronique» ou la «Cancer Imminent». Et pour une fois la pub dirait la vérité.

A.V.

CALENDRIER SCOLAIRE, A REFAIRE !

Dès sa première année d'application, le nouveau calendrier scolaire, prévoyant le découpage des vacances de février en deux zones au lieu de trois, s'est trouvé contesté, dénigré et finalement remis en chantier.

La neige qui tombe en abondance après trois années de vaches maigres pour l'industrie de l'or blanc, un immense embouteillage dans les vallées des Alpes, et tout ce que le monde politique local et national compte de notables, élus, maires, conseillers généraux, régionaux, ministres, jusqu'à Rocard lui-même, se sont mis à déplorer ce funeste découpage.

Il avait pourtant été élaboré en accord avec des enseignants, des parents d'élèves et des représentants de l'industie hôtelière et touristique, et il avait pour but d'assurer aux enfants scolarisés une alternance de sept semaines de travail et deux de vacances. Alors qu'avec l'ancien calendrier, certaines zones se voyaient attribuer des trimestres fortement étirés et d'autres écourtés, ce qui évidemment n'était pas forcément le mieux pour le travail scolaire.

Il faut en conclure que dans notre société dite de «loisirs», ce sont les exigences de l'industrie touristique, de la circulation et de la météorologie qui vont finalement régler le rythme scolaire... L'Homme et les petits de l'Homme sont décidément des animaux sociaux très adaptables !

Mieux vaut des écoliers perturbés que des autoroutes bouchées.

En Seine-Maritime

NON AUX FERMETURES DE CLASSES !

L'inspecteur d'Académie de Seine-Maritime a annoncé 171 fermetures de classes pour l'an prochain.

Dans une des écoles concernées par ces fermetures, l'école maternelle Pape-Carpentier à Saint-Pierre-lès-Elbeuf près de Rouen, les parents d'élèves ont réagi. Ils ont organisé une réunion regroupant les parents d'élèves touchés dans la commune.

En effet, pour justifier cette fermeture, l'inspecteur n'a pas hésité à globaliser l'effectif de deux écoles maternelles différentes. Ainsi, l'effectif par classe compterait 30 élèves (depuis des années les institutrices de maternelles dans ce département se battent pour imposer une réduction d'effectif). Plutôt que de créer des nouveaux postes, l'administration choisit de fermer des classes pour, dit-elle, reconstituer le potentiel de remplaçants... Cela coûte moins cher, tant pis si cela se fait aux dépens des enfants.

Une délégation de parents de cette école a rencontré l'inspecteur d'Académie sans résultat. Elle a donc décidé l'occupation de l'école avec des banderoles et pancartes pour expliquer cette action. La presse locale invitée, FR3 sont venues faire un reportage en donnant largement la parole aux parents en colère.

Une action commune est envisagée avec les autres écoles touchées par les fermetures. Ça n'en restera pas là car rendez-vous est pris pendant les vacances scolaires.

Correspondant LO

A Montbéliard

Le commissaire pris en flagrant délit

«Je venais juste de rentrer chez moi quand j'ai entendu sonner et tambouriner à ma porte. Le temps que j'enferme mon chien dans la salle à manger, trois hommes ont arraché le verrou et sont entrés. Ils ne se sont même pas présentés. Ils ont demandé à voir M. X...»

«Ils», c'était le commissaire de police de Montbéliard, flanqué d'*«un huissier et d'un serrurrier»*, venus effectuer une saisie. La méthode employée est déjà en elle-même scandaleuse, mais l'affaire a dépassé les bornes, car le commissaire s'est tout simplement... trompé d'appartement !

Une semaine plus tôt, toujours à Montbéliard, ce sont deux policiers en civil qui sont venus chez une habitante du même quartier pour une amende impayée de 2 000 F. Alerté par les cris, un locataire voisin, inquiet, a appelé la police. Ce n'est qu'après avoir ameuté toute la cage d'escalier que les deux lascars ont quitté les lieux.

L'association locale des locataires a déclaré que *«si les choses se déroulent ainsi pour une saisie, cela augure mal pour les expulsions qui reprendront après la période hivernale le 15 mars...»*.

FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE
A MONTBÉLIARD

SAMEDI 9 MARS
(à partir de 17 h)
et DIMANCHE 10 MARS

à la Halle polyvalente

LES AVENTURES DE BORO, REPORTER PHOTOGRAPHE

«Le temps des cerises» et «La dame de Berlin» par Franck et Vautrin

Boro, reporter-photographe, de son nom entier Blèmia Borowicz, va devenir célèbre : un jour de 1932 ou du début de 1933, il photographie Hitler en train de caresser le postérieur d'une certaine Eva Braun... Après janvier 1933, bonjour le «scoop» ! (comme on dirait aujourd'hui).

Tout préoccupé qu'il est, quant à lui, par les charmes de sa belle cousine Maryika, Boro ne mesure pas assez vite la valeur de ce cliché pris à peu près par hasard. Toujours est-il que le voilà à la veille d'une série d'aventures qui font de *La dame de Berlin* un roman que l'on dévore avec beaucoup de plaisir.

Bien entendu, Boro est séduisant, intrépide et chevaleresque. Outre son Leica, il raffole des automobiles de luxe (qu'il ne sait pas conduire), de ses ivrognes d'amis d'Europe centrale exilés à Paris et... des belles jeunes femmes au secours desquelles il n'hésite pas à voler. Car l'ennemi est menaçant : les nazis à Munich et Berlin sont devenus tout-puissants. Maryika est en danger, ce d'autant plus qu'elle se mêle de protéger un communiste juif allemand.

La suite de ce roman d'aventures sur fond politico-historique, intitulée *Le temps des cerises,* ramène le lecteur dans le Paris de 1934 à 1936, où Boro fait la connaissance de Liselotte, fille du peuple qui veut faire des études de droit, de Dédé Mésange, jeune militant communiste, et d'une foule d'autres, parmi lesquels un certain nombre d'affreux de la police et de l'extrême-droite. Les enquêtes du reporter permettent de mêler étroitement les péripéties de la vie politique de l'époque à l'intrigue, et d'y intégrer diverses personnalités qu'il est amené à rencontrer, nommées Charlie Chaplin, Léon Blum, Trotsky (à Barbizon)...

Et puis, ce sera l'Espagne de juillet 1936. Et Boro ne restera pas neutre : écœuré par le gouvernement républicain qui refuse d'armer le peuple contre Franco, il se rangera dans le camp des anarchistes de la CNT à Barcelone, où on rencontre Durruti... et un certain romancier français dont Boro oublie toujours le nom... Dans ce deuxième volume, les péripéties du récit sont peut-être un peu moins «enlevées» que dans *La dame de Berlin,* mais, en revanche, c'est avec beaucoup de chaleur que les auteurs évoquent, en particulier, les ouvriers espagnols soulevés.

On peut donc trouver dans *Les aventures de Boro, reporter photographe* une sorte de chronique de l'Europe des années 30, une série de cartes postales souvent dramatiques et parfois nostalgiques. Mais ce qu'elles offrent avant tout, c'est le charme d'un roman-feuilleton bien fait, distraction tout à fait recommandable.

Et pour les aventures à venir par Franck et Vautrin, vu la suite des événements, on a le droit d'espérer que le sympathique Blèmia Borowicz – qui se dit *«français par mon père, hongrois par ma mère, juif tendance agnostique et métèque par le cœur»* – échappera à la bêtise nationaliste...

Christiane LE GUERN

La dame de Berlin *est édité dans la collection Presses-Pocket.* Le temps des cerises, *pour le moment, est édité chez Fayard – 135 F.*

«Les délices et les ombres» trois livres de Gonzalo Torrente Ballester

Les délices et les ombres, la trilogie de Gonzalo Torrente Ballester se déroule dans une petite ville de Galice, en 1935-36. Cette série romanesque, écrite entre 1958 et 1962, eut bien des ennuis avec la censure franquiste, et a connu ensuite un grand succès, en librairie comme dans son adaptation télévisée. Selon l'éditeur français, cette œuvre *«retrace l'embrasement des passions qui vont conduire l'Espagne, en quelques mois, à la victoire du Front Populaire et aux commencements de la guerre civile».*

Mais en fait d'affrontements sociaux, les seuls vraiment présents dans le livre sont ceux qui opposent les descendants plus ou moins ruinés des Churruchao, les hobereaux locaux, au nouveau riche qu'est Cayetano Salgado, le patron d'un chantier de construction navale qui règne en petit tyran sur la ville. Et s'il y a des personnages de premier rang qui se préoccupent de politique, ils appartiennent à ce milieu, que ce soit ce Cayetano présenté comme «socialiste», ou Juan Aldan descendant d'aristocrate, bavard, parasite, qui se prétend «anarchiste». Les ouvriers du chantier naval censés partager les orientations de leur patron, comme les marins pêcheurs qui constituent les troupes de la CNT, n'existent absolument pas pour l'auteur. C'est dire que le lecteur qui, sur la foi de ce qu'il aura lu en quatrième page de couverture, entrera dans cette œuvre volumineuse pour essayer de mieux connaître les classes populaires espagnoles à la veille de la guerre civile en sera pour ses frais.

Par contre, la description du milieu des petits notables, de leur crasse intellectuelle et morale ne manque pas forcément d'intérêt. Sous l'œil à la fois observateur et indifférent du personnage central du roman, Carlos Deza, l'un des Churruchao, ancien élève de Freud, qui vient de rentrer au pays, s'agitent toute une série de petits bourgeois – admirant en Cayetano le coureur de jupons qu'ils voudraient bien être, en même temps qu'ils tremblent à l'idée que leur femme, qu'ils méprisent profondément, pourrait les tromper, rêvant de putains et angoissés par le péché – qui sont sans doute au moins aussi représentatifs des années du national-catholicisme de l'après-guerre civile que de celles où se situe l'histoire.

Comme beaucoup de livres, *Les délices et les ombres* reflète en effet au moins autant les problèmes de l'époque de sa naissance que de celle qu'il prétend décrire. Et l'on comprend que dans une Espagne qui commençait à sortir de l'extraordinaire carcan fait de pudibonderie, de bigoterie et d'hypocrisie que la réaction triomphante avec Franco avait encore renforcé, la description de cette misère morale, les considérations psychanalytiques qui l'accompagnaient (et qui sentaient alors autant le soufre que le fait de parler des problèmes sexuels), l'exposé de propos plus ou moins hérétiques sur la religion, aient rencontré un certain succès auprès du public.

Pour beaucoup de lecteurs français d'aujourd'hui, cet abus de considérations psychanalytico-théologiques sur le «péché» pourra sans doute être lassant. Mais ce récit touffu campe aussi bien des personnages pittoresques, tel ce pharmacien dont la femme vient de mourir de tuberculose, mais qui préfère faire croire autour de lui qu'il l'a empoisonnée pour venger son honneur, ou ces femmes de la bonne société déployant les coups bas pour occuper la meilleure place à l'église, qui font de cette trilogie une chronique de la grande et petite bourgeoisie provinciale espagnole qui peut se lire avec plaisir.

Daniel MARTI

Le Seigneur arrive *(148 F),* Au gré des vents *(160 F)* et Pâques amères *(148 F). Editions «Actes sud».*

ÉMEUTES À LA RÉUNION

□ Trois soirs de suite, de véritables émeutes dans certains quartiers de Saint-Denis de la Réunion, des affrontements violents entre les manifestants et les forces de l'ordre, des scènes de pillages et de saccages, des arrestations suivies d'immédiates condamnations. Huit ou neuf morts, pour la majorité pris dans l'incendie d'un supermarché qu'ils étaient en train de mettre à sac : tel est le bilan, provisoire, à l'heure où nous écrivons.

L'affaire de "télé free DOM"

Le point de départ de cette flambée de colère est l'interdiction, puis la saisie d'une station de télévision privée, Télé Free DOM.

Télé Free DOM n'a rien de subversif. Elle existe depuis 1986, et pour l'essentiel passe des clips ou des films de karaté ou pornos plutôt que des classiques du cinéma. Son patron, le docteur Sudre, n'est pas non plus un révolutionnaire. Adjoint au maire, socialiste, de Saint-Denis, soutenu jusqu'ici aussi bien par la droite que par la gauche, ses appels à la population étaient mélangés à des appels au calme et à la modération, même si le week-end des 23 et 24 février, sans doute sous le coup de l'injustice qui frappait sa télé, il a parlé de *«résistance»* au coup de force des autorités.

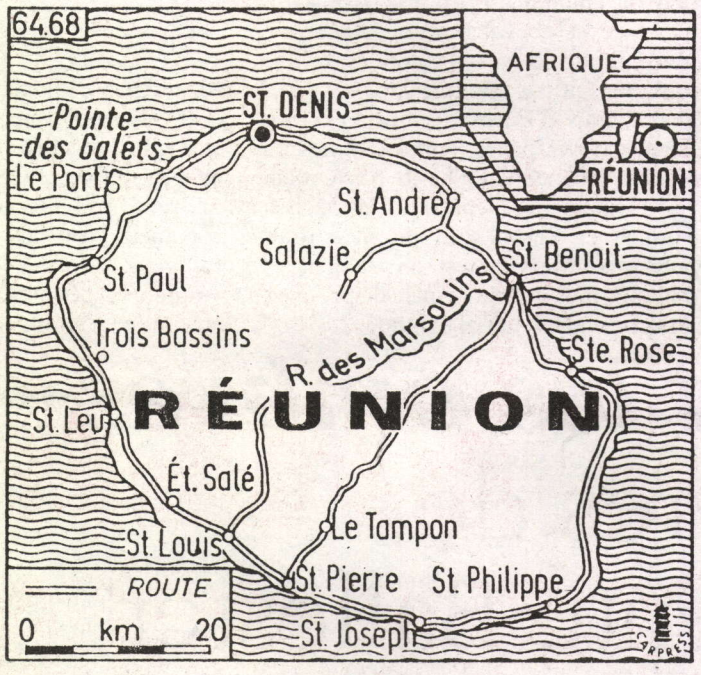
Seulement Télé Free DOM, qui n'a pas d'énormes moyens, donne aussi la parole, assez librement, aux Réunionnais. Et puis surtout c'est une télé indépendante, en tout cas si on la compare à l'officielle RFO, la télé officielle, celle qui est fabriquée avec les émissions des télés gouvernementales venant de France, Antenne 2 ou FR3. Et dans ce département situé à 12 000 kilomètres de la métropole et qui, par bien des aspects, est toujours une colonie, cela seul, indépendamment de sa qualité ou de ses défauts, peut assurer à Télé Free DOM la faveur d'une partie de la population.

Alors quand le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel interdit cette télé, qui existe tant bien que mal depuis cinq ans, pour en permettre une autre, qui est encore à mettre sur pied, mais dont on devine évidemment les patrons mieux en cour à Paris dans les milieux du fric ou du pouvoir, cela suffit pour susciter la colère de nombre de Réunionnais.

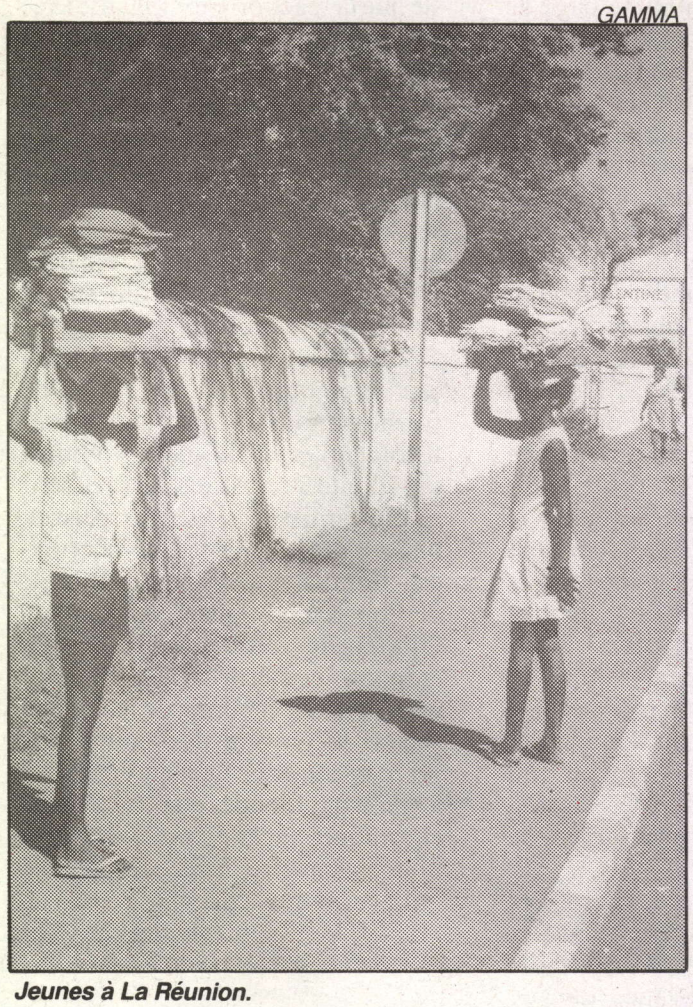
Déjà l'année dernière des menaces semblables contre Télé Free DOM avaient provoqué manifestations, bagarres contre les flics et émeutes. Mais les autorités ne pouvaient admettre cette télé qui était devenue, peut-être un peu malgré elle, un symbole de fronde contre le pouvoir. Des solutions techniques étaient possibles qui auraient laissé place aux deux télés, elles avaient même un moment été acceptées par le préfet. Finalement le pouvoir a préféré réprimer. Il a récolté exactement ce à quoi il pouvait s'attendre.

Bien sûr, maintenant les autorités, pour excuser leur autoritarisme imbécile, expliquent que Télé Free DOM n'a été qu'un prétexte pour les émeutiers.

Et il est sans aucun doute vrai que ceux, qui se battent depuis trois nuits contre les CRS et mettent à sac les magasins, le font sous l'empire d'une colère et de frustations qui ont bien d'autres raisons que l'interdiction de Radio Free DOM.



GAMMA



Jeunes à La Réunion.

La colère des quartiers pauvres

Pour l'essentiel, semble-t-il, les *«casseurs»* réunionnais sont les jeunes, ou même parfois leurs aînés, des quartiers pauvres de Saint-Denis, désœuvrés, sans occupation ni travail, et sans perspective d'en avoir un jour.

Ils sont les produits d'une société qui compte 33 % de chômeurs, officiellement, ce qui signifie certainement l'énorme majorité des jeunes sans travail. Une société où 40 000 familles vivent du RMI, sur une population totale de 600 000 âmes. La Réunion est le département qui détient le record de «France» en nombre de RMIstes, c'est-à-dire en pauvres et sans travail.

En revanche, comme le soulignent aujourd'hui certains journalistes locaux, la Réunion est aussi parmi les premiers départements pour le nombre de gens assujettis à l'impôt sur la fortune. La situation coloniale, tout en maintenant la majorité dans la misère, a toujours permis de belles fortunes soit à des familles locales, soit aux «zoreils» venus de France pour faire leur pelote par divers trafics, privés ou publics, qui sont justement permis par cette situation coloniale. Les différences sociales sont visibles à la Réunion. Autant qu'entre les banlieues et les centres de Paris ou de Lyon, simplement moins éloignées peut-être. Le nom des milliardaires là-bas est connu de tous les pauvres de l'île. S'il y a une différence à faire entre le quartier du «Chaudron» de Saint-Denis et Vaulx-en-Velin ou Argenteuil, en voilà peut-être une.

Ce sont les colères et les frustations nées de cette situation qui jettent depuis trois soirs des centaines de jeunes contre les CRS, et aussi contre les magasins, ou encore dans des saccages apparemment absurdes et sans autre raison que l'envie de saccager.

Et c'est là le drame de la Réunion aujourd'hui, par-delà celui qui a provoqué la mort de 7 jeunes dans cet incendie du supermarché où ils se sont trouvés piégés. La colère et l'écœurement légitimes d'une jeunesse contre une société, qui ne lui offre rien, semblent ne se trouver aucune perspective et ne se donner aucun but, sinon d'exploser de temps à autre.

A la Réunion aussi, le Parti Communiste Réunionnais ayant depuis longtemps démissionné de son rôle, les couches pauvres et les travailleurs ont à retrouver un programme et une organisation politique qui expriment leurs intérêts. Alors peut-être l'énorme potentiel qu'est une jeunesse pauvre en colère ne sera pas perdu dans des explosions, qui certes donnent bien des peurs aux possédants mais malheureusement pas de perspective aux déshérités.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995